EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT / EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

ROYAUME DE BELGIQUE **KONINKRIJK BELGIË**

PROJET DE LOI PORTANT ASSENTIMENT A L' ACCORD DE COOPERATION EN MATIERE DE PARTENARIAT ET DE DEVELOPPEMENT ENTRE L'UNION EUROPEENNE ET SES ETATS MEMBRES, D'UNE PART, ET LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'AFGHANISTAN, D'AUTRE PART, FAIT A MUNICH LE 18 FEVRIER 2017.

WETSONTWERP HOUDENDE INSTEMMING MET DE SAMENWERKINGSOVEREENKOMST INZAKE PARTNERSCHAP EN ONTWIKKELING TUSSEN DE EUROPESE UNIE EN HAAR LIDSTATEN, ENERZIJDS, EN DE ISLAMITISCHE REPUBLIEK AFGHANISTAN, ANDERZIJDS, GEDAAN TE MÜNCHEN OP 18 FEBRUARI 2017.

CONSEIL D'ETAT
LEGISLATION
31-10-2017
RAAD VAN STATE
WETGEVING

62409/4

PHILIPPE,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir,
Salut.

Sur la proposition du Ministre des Affaires étrangères et européennes,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes est chargé de présenter, en Notre Nom, à la Chambre des Représentants, le projet de loi dont la teneur suit:

ARTICLE 1er

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

FILIP,

KONING DER BELGEN,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
Onze Groet.

Op voordracht van de Minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

De Minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken is ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in Onze Naam bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers in te dienen:

ARTIKEL 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

.be

ART. 2

L'Accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part, fait à Munich le 18 février 2017, sortira son plein et entier effet.

Donné à

ART. 2

De Samenwerkingsovereenkomst inzake partnerschap en ontwikkeling tussen de Europese Unie en haar Lidstaten, enerzijds, en de Islamitische Republiek Afghanistan, anderzijds, gedaan te München op 18 februari 2017, zal volkomen gevolg hebben.

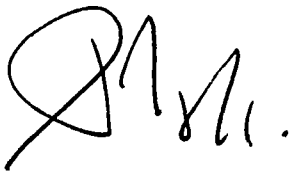
Gegeven te

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes,

VAN KONINGSWEGE:

De Minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken,



Didier REYNDERS

.be

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

Accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part, fait à Munich le 18 février 2017.

Exposé des motifs

Projet de loi portant ratification de l'Accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part, conclu à Munich le 18 février 2017.

1. Introduction

Le présent projet de loi concerne la ratification de l'Accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part, conclu à Munich le 18 février 2017.

L'accord est le premier lien contractuel juridiquement contraignant jamais établi entre l'UE et l'Afghanistan. Il instaure un partenariat entre les deux parties destiné à renforcer le dialogue et la coopération. L'accord contient les clauses politiques standard de l'UE relatives aux droits de l'homme, à la Cour pénale internationale (CPI), aux armes de destruction massive, aux armes légères et de petit calibre ainsi qu'à la lutte contre le terrorisme. Il couvre également la coopération au développement, la coopération relative au commerce et aux investissements, la coopération dans le domaine de la justice et des affaires intérieures, la coopération sectorielle et la coopération régionale.

2. Évolution et genèse de l'accord

Dans le cadre de l'engagement à long terme de l'UE envers l'Afghanistan, le Conseil des Affaires étrangères a exprimé lors de sa session du 18.07.2011 sa volonté de parvenir à un accord UE-Afghanistan ambitieux et équilibré. Le 14.10.2011, la Commission a proposé au Conseil un projet de mandat. Lors de sa session du 14.11.2011, le Conseil des Affaires étrangères a adopté le mandat, permettant à l'UE de présenter un engagement concret lors de l'importante conférence de Bonn sur l'Afghanistan le 05.12.2011 et de lancer les négociations.

Après un 2e et un 3e cycles de négociations (Kaboul, 12-13.03.2012 et Bruxelles, 12.11.2012), les négociations n'ont pas fait de progrès pendant deux ans. L'UE a été contrainte de présenter un nouveau projet de texte, mis à jour le 11.02.2015 et qui a fait l'objet d'une 4e table ronde le 29.04.2015. Le 07.05.2015, le négociateur afghan a déclaré vouloir procéder au **paraphe** du texte. La cérémonie a eu lieu le **02.07.2015 à Kaboul**.

3. Contenu de l'accord

Le présent accord établit entre les deux parties un partenariat qui vise à renforcer le dialogue et la coopération en vue des objectifs suivants :

a) le soutien à la paix et à la sécurité en Afghanistan et dans la région;

b) le soutien au développement durable, à un environnement stable et démocratique et à l'intégration de l'Afghanistan dans l'économie mondiale;

c) la mise en place d'un dialogue régulier sur les questions politiques;

d) la promotion de la coopération au développement;

e) le développement du commerce et des investissements entre les deux parties;

f) une meilleure coordination entre les parties concernant les enjeux mondiaux;

g) la promotion du dialogue et de la coopération dans un éventail de secteurs spécifiques d'intérêt mutuel.

Il s'agit également d'accorder une attention particulière au renforcement des capacités pour soutenir le développement des institutions afghanes.

4. Commentaire des articles

Préambule

Le préambule énonce les intentions et les principes qui forment le cadre du présent Accord-cadre.

Titre I (art. 1 – 2) – Nature et portée

Le Titre I contient les dispositions sur la nature et la portée de l'accord. Les deux parties concluent un partenariat dans le but de renforcer le dialogue et la coopération. Elles confirment qu'elles partagent les valeurs énoncées dans la Charte des Nations Unies. Le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme sous-tend les politiques intérieure et extérieure des parties et constitue un élément essentiel du présent accord. Les parties confirment également l'engagement de poursuivre leur collaboration afin de réaliser pleinement les objectifs de développement convenus au niveau international. L'attachement aux principes de bonne gouvernance est confirmé.

Titre II (art. 3 – 11) – Coopération politique

Le Titre II contient les dispositions sur la coopération politique. Outre une disposition relative à la mise en place d'un dialogue politique régulier, ce Titre contient des dispositions spécifiques sur trois thèmes clés, à savoir (a) la coopération en faveur des droits de l'homme, de l'égalité entre les hommes et les femmes et de la société civile, (b) la consolidation de la paix et (c) le soutien à la sécurité internationale. Ces thèmes sont développés dans des articles distincts.

L'art. 5 est spécifiquement consacré à l'égalité entre les hommes et les femmes et l'art. 6 contient des dispositions sur la société civile. L'art. 8 prévoit une coopération concernant la CPI. L'art. 9 contient la référence d'usage à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, une disposition qui constitue un élément essentiel de l'accord. L'art. 11 traite de la question de la lutte contre le terrorisme.

Titre III (art. 12) – Coopération au développement

L'accord contient une section spécifique sur la coopération au développement. L'objectif central est la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et tout critère de développement ultérieur, l'éradication de la pauvreté, le développement durable et l'intégration dans l'économie mondiale. Les parties reconnaissent que leur coopération est essentielle pour faire face aux problèmes de développement de l'Afghanistan et que le renforcement des institutions du pays doit être un élément fondamental à cette fin. Le renforcement des institutions afghanes de gouvernance est spécifiquement mentionné, ainsi que la création de conditions propices au développement durable et à la croissance économique à long terme. Les intérêts des personnes les plus vulnérables de la société sont au cœur des préoccupations.

Titre IV (art. 13 – 23) – Coopération en matière de commerce et d'investissements

La coopération en matière de commerce et d'investissements est régie par le Titre IV de l'accord. Cette collaboration vise avant tout la poursuite du développement et de la diversification des relations commerciales, dans un intérêt mutuel (art. 13). Les parties utilisent pleinement le programme « Aid for Trade » et d'autres programmes pertinents. Les parties traitent mutuellement leurs relations commerciales sur la base du régime de la nation la plus favorisée conformément aux dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994 (art. 14). L'art. 15 prévoit une coopération spécifique dans le domaine des questions sanitaires et phytosanitaires. Les parties encouragent l'utilisation par l'Afghanistan de normes internationales et européennes comme base des règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité (art. 16). Dans l'art. 17, les parties déclarent viser une plus grande coopération entre les autorités douanières pour garantir un environnement commercial transparent et faciliter les échanges, assurer une meilleure continuité de la chaîne d'approvisionnement, améliorer la sécurité des consommateurs, contenir les flux de marchandises qui portent atteinte aux droits de propriété intellectuelle et lutter contre la contrebande et la fraude. Les parties encouragent également les investissements directs étrangers (art. 18). Elles établissent un dialogue constructif sur les services (art. 19), s'emploient à faciliter les mouvements des capitaux (art. 20) et coopèrent à mettre en place un mécanisme efficace et moderne de marchés publics (art. 21). L'importance de la transparence est reconnue (art. 22), ainsi que la protection des droits de propriété intellectuelle (art. 23).

Titre V (art. 24 – 30) – Coopération dans le domaine de la justice et des affaires intérieures

Le Titre V décrit la coopération dans le domaine de la justice et des affaires intérieures. Dans le cadre de cette coopération, les parties accordent une importance particulière à la consolidation de l'État de droit et au renforcement des institutions à tous les niveaux. Outre l'échange d'informations, une attention particulière est accordée aux droits des femmes et à la coopération destinée à promouvoir de plus amples réformes de la police afghane. Les parties conviennent également de coopérer afin de moderniser le secteur de la sécurité en Afghanistan (art. 24). Une coopération spécifique est prévue dans le domaine de la lutte contre la criminalité organisée et la corruption (art. 25), des problèmes de stupéfiants (art. 26) ainsi que du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (art. 27). L'art. 28 prévoit une coopération dans le domaine de la migration. Cet article prévoit la possibilité de conclure un accord de réadmission, y compris les dispositions relatives aux ressortissants d'autres pays et les apatrides. L'art. 29 stipule que l'Afghanistan accepte que les autorités diplomatiques et consulaires de tous les États membres représentés offrent la protection à tous les ressortissants d'un État membre de l'UE ne disposant pas d'une représentation permanente en Afghanistan. Enfin, l'accord prévoit également une coopération au niveau de la protection des données à caractère personnel.

Titre VI (art. 31 – 47) – Coopération sectorielle

Le Titre VI énumère une série de domaines sectoriels dans lesquels les deux parties s'emploieront à coopérer. Ces domaines correspondent à un certain nombre de domaines d'action politique. Un premier paquet concerne la modernisation de l'administration publique (art. 31), la gestion des finances publiques (art. 32), la bonne gouvernance dans le domaine de la fiscalité (art. 33), les services financiers (art. 34) et les statistiques (art. 35). Viennent également s'y ajouter la gestion des risques de catastrophes (art. 36) et les ressources naturelles (art. 37), suivis par l'éducation, la recherche, la jeunesse et la formation professionnelle (art. 38). Une coopération est également prévue dans le domaine de l'énergie (art. 39) et des transports (art. 40). L'art. 41 prévoit une coopération spécifique dans le domaine de l'emploi et du développement social. L'art. 42 organise la coopération dans le domaine de l'agriculture, du développement rural, de l'élevage et de l'irrigation. L'environnement et le changement climatique (art. 43) font également l'objet d'une coopération, en sus de la santé publique (art. 44), de la culture (art. 45), de la société de l'information (art. 46) et du secteur de l'audiovisuel et des médias (art. 47).

Titre VII (art. 48) – Coopération régionale

En raison de la situation géographique de l'Afghanistan, l'accord contient une référence spécifique à la coopération régionale. Les parties reconnaissent que des initiatives de coopération régionale sont nécessaires pour rétablir le statut de l'Afghanistan en tant que pont terrestre entre l'Asie centrale, l'Asie du Sud et le Moyen-Orient et promouvoir la croissance économique et la stabilité politique dans la région. Les parties œuvreront donc au niveau de la promotion de la coopération régionale par des mesures permettant de soutenir les efforts de

renforcement des capacités du gouvernement afghan, en particulier du ministère des Affaires étrangères.

Titre VIII (art. 49) – Cadre institutionnel

Pour le bon fonctionnement et l'application de l'accord, un comité mixte est créé, composé de représentants des parties du niveau le plus élevé possible. Ce comité doit également définir des priorités, suivre le développement des relations globales entre les parties et faire des suggestions pour promouvoir les objectifs du présent accord. Le comité mixte se réunit alternativement à Kaboul et à Bruxelles et peut décider de mettre en place des comités ou des groupes de travail spéciaux.

Titre IX (art. 50 – 60) – Dispositions finales

Le Titre IX contient les dispositions finales d'usage en ce qui concerne les moyens de coopération, le développement futur de l'accord, la relation avec d'autres accords et le respect des obligations. L'accord est conclu pour une période initiale de 10 ans et sera automatiquement reconduit pour des périodes successives de cinq ans, à moins que l'une des parties notifie par écrit à l'autre partie, six mois avant l'expiration de la validité, son intention de ne pas proroger l'accord.

5. Application provisoire de l'accord

Conformément à l'article 59 de l'accord, certaines dispositions sont appliquées à titre provisoire, mais seulement dans la mesure où elles concernent des matières relevant de la compétence de l'Union, notamment la compétence de l'Union de déterminer et mettre en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune. Il s'agit en particulier des articles 2, 3, 4 et 5, du Titre III, du Titre IV, article 28, du Titre VII et du Titre VIII (dans la mesure où les dispositions de ce titre visent uniquement à assurer l'application provisoire de l'accord) ainsi que du Titre IX (dans la mesure où les dispositions de ce titre visent uniquement à assurer l'application provisoire de l'accord).

6. Points d'attention belges

Les négociations se sont basées sur un projet d'accord élaboré par la Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure, contenant tous les éléments clés de ce type d'accord.

Durant les négociations, la **Belgique** a tout spécialement veillé à ce que les dispositions jugées essentielles pour l'UE soient garanties et a particulièrement mis l'accent, comme dans le cadre de la négociation d'accords similaires, sur les aspects suivants :

- les clauses politiques relatives aux droits de l'homme, à la non-prolifération des armes de destruction massive; à la lutte contre l'impunité; à la coopération avec la Cour pénale internationale; à la coopération dans la lutte contre le terrorisme;

- les références spécifiques à l'égalité des hommes et des femmes;

- le rôle et la contribution de la société civile;
- la coopération en matière de migration, y compris en ce qui concerne le volet réadmission;
- l'intérêt du développement durable dans ses trois dimensions.

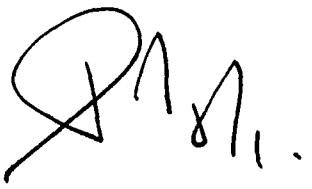
Au niveau interne belge, le projet d'accord a fait l'objet de la **consultation habituelle de toutes les parties prenantes** par la direction générale Coordination et Affaires européennes, que cela soit lors de réunions formelles (17.10.2011 et 05.03.2012) ou par procédure écrite (17.10.2012 et 13.05.2015).

7. Nature de l'accord au niveau interne belge

Sur le plan interne belge, les dispositions de cet accord relèvent de la compétence fédérale mais aussi, pour certains domaines, de la compétence des Communautés et des Régions, comme cela a été fixé par le Groupe de travail Traités mixtes durant sa réunion du 22 septembre 2016.

Sous la signature du représentant du ministre des Affaires étrangères de la Belgique figure dès lors, avec l'accord des Communautés et des Régions, une formule indiquant que ladite signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes,



Didier REYNDERS

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

Samenwerkingsovereenkomst inzake partnerschap en ontwikkeling tussen de Europese Unie en haar Lidstaten, enerzijds, en de Islamitische Republiek Afghanistan, anderzijds, gedaan te München op 18 februari 2017.

Memorie van Toelichting

Wetsontwerp ter bekrachtiging van de Samenwerkingsovereenkomst inzake Partnerschap en Ontwikkeling tussen de Europese Unie en haar Lidstaten, enerzijds, en de Islamitische Republiek Afghanistan, anderzijds, gedaan te München op 18.02.2017.

1. Inleiding.

Het onderhavige wetsontwerp betreft de bekrachtiging van de Samenwerkingsovereenkomst inzake Partnerschap en Ontwikkeling tussen de Europese Unie en haar Lidstaten, enerzijds, en de Islamitische Republiek Afghanistan, anderzijds, gedaan te München op 18.02.2017.

De overeenkomst is de eerste juridisch-bindende contractuele band ooit tussen de EU en Afghanistan. De overeenkomst stelt een partnerschap tussen de beide partijen in met als doel de versterking van de dialoog en de samenwerking. De overeenkomst bevat de politieke standaardclausules van de EU inzake mensenrechten, het Internationaal Strafhof, massavernietigingswapens, handvuurwapens en lichte wapens en terrorismebestrijding. Zij bestrijkt tevens de ontwikkelingssamenwerking, de samenwerking inzake handel en investeringen, de samenwerking op het gebied van justitie en binnenlandse zaken, de sectorale samenwerking en de regionale samenwerking.

2. Evolutie en ontstaan van de overeenkomst.

In het kader van de lange-termijnverbintenis van de EU ten aanzien van Afghanistan drukte de Raad Buitenlandse Zaken tijdens zijn zitting van 18.07.2011 zijn bereidheid uit om te komen tot een ambitieus en evenwichtig EU-Afghanistan akkoord. Op 14.10.2011 legde de Commissie aan de Raad een ontwerp van mandaat voor. Tijdens zijn zitting van 14.11.2011 hechtte de Raad Buitenlandse Zaken zijn goedkeuring aan het mandaat. Hiermee kon de EU een concreet engagement voorleggen aan de belangrijke Afghanistan Conferentie van Bonn van 05.12.2011 en werden de onderhandelingen gelanceerd.

Na een 2de en 3de onderhandelingsronde (Kaboel, 12-13.03.2012 en Brussel, 12.11.2012) zouden de onderhandelingen gedurende omzeggens 2 jaar stil komen te vallen. De EU zag zich genoodzaakt om op 11.02.2015 een nieuw, geactualiseerd ontwerp van tekst voor te leggen dat het voorwerp uitmaakte van een op 29.04.2015 gehouden 4de gespreksronde. Op 07.05.2015 liet de Afghaanse onderhandelaar weten te willen overgaan tot de **parafering** van de tekst. Dit gebeurde **op 02.07.2015 te Kaboel**.

3. Inhoud van de Overeenkomst.

Deze Overeenkomst stelt tussen de beide partijen een partnerschap in dat tot doel heeft de dialoog en de samenwerking te versterken met het oog op :

a) de steun voor vrede en veiligheid in Afghanistan en de regio;

b) de steun voor duurzame ontwikkeling, een stabiel en democratisch klimaat, en de integratie van Afghanistan in de wereldeconomie;

c) de instelling van een regelmatige dialoog over politieke kwesties;

d) de bevordering van de ontwikkelingssamenwerking;

e) de ontwikkeling van handel en investeringen tussen de beide partijen;

f) betere coördinatie tussen de partijen inzake mondiale problemen;

g) de bevordering van dialoog en samenwerking voor een reeks specifieke sectoren van wederzijds belang.

Er dient daarnaast een bijzondere aandacht te gaan naar capaciteitsopbouw ter ondersteuning van de ontwikkeling van de Afghaanse instellingen.

4. Artikelsgewijze toelichting.

Preambule.

De Preambule bevat een opsomming van de intenties en grondslagen die tezamen de context vormen van deze Kaderovereenkomst.

Titel I (art. 1 – 2) – Aard en toepassingsgebied.

Titel I bevat de bepalingen inzake de aard en het toepassingsgebied van de overeenkomst. Met deze overeenkomst stellen beide partijen een partnerschap in met als doel de versterking van de dialoog en de samenwerking. De beide partijen bevestigen dat zij de waarden delen die zijn vastgelegd in het Handvest van de Verenigd Naties. De eerbiediging van de democratische beginselen en de rechten van de mens ligt ten grondslag aan het binnenlandse en buitenlandse beleid van de partijen en is een essentieel element van deze overeenkomst. De partijen bevestigen daarnaast het engagement om verder samen te werken tot de volledige realisering van internationaal overeengekomen ontwikkelingsdoelstellingen. De gehechtheid aan de beginselen van goed bestuur worden bevestigd.

Titel II (art. 3 – 11) – Politieke samenwerking.

Titel II bevat de bepalingen inzake politieke samenwerking. Naast een bepaling houdende de instelling van een regelmatige politieke dialoog bevat deze Titel specifieke bepalingen houdende drie kernthema's, met name (a) de samenwerking ten behoeve van de mensenrechten, gelijkheid tussen mannen en vrouwen en maatschappelijke organisaties, (b) vredesopbouw en (c) steun voor internationale veiligheid. Deze thema's worden uitgewerkt in onderscheiden artikels. Art. 5 is specifiek gewijd aan de gelijkheid van mannen en vrouwen terwijl art. 6 bepalingen bevat inzake het maatschappelijk middenveld. Art. 8 voorziet in een samenwerking met betrekking tot het Internationaal Strafhof. Art. 9 bevat dan weer de gebruikelijke referentie naar de bestrijding van de verspreiding van massavernietigingswapens, een bepaling die een essentieel element van de overeenkomst vormt. Art. 11 gaat in op de kwestie van de terrorismebestrijding.

Titel III (art. 12) – Ontwikkelingssamenwerking.

De overeenkomst bevat een specifieke titel houdende de ontwikkelingssamenwerking. De centrale doelstelling hiervan is de verwezenlijking van de millenniumdoelstellingen voor ontwikkeling en de eventuele daarop volgende ontwikkelingsijkpunten, de uitbanning van de armoede, de duurzame ontwikkeling en de integratie in de wereldeconomie. De partijen erkennen dat hun samenwerking van essentieel belang is om de ontwikkelingsproblemen van Afghanistan aan te pakken en dat de institutionele opbouw daarvan een fundamenteel onderdeel moet zijn. De versterking van de instellingen van goed bestuur wordt specifiek vermeld evenals de creatie van de voorwaarden voor duurzame ontwikkeling en economische groei op lange termijn. De belangen van de meest kwetsbaren in de maatschappij staan centraal.

Titel IV (art. 13 – 23) – Samenwerking inzake handel en investeringen.

De samenwerking inzake handel en investeringen wordt geregeld in Titel IV van de overeenkomst. Deze samenwerking betreft vooreerst de verdere ontwikkeling en diversifiëring van de handelsbetrekkingen, tot wederzijds voordeel (art. 13). De partijen maken ten volle gebruik van het programma "Aid for Trade" en andere relevante programma's. De partijen behandelen elkaar in hun handelsbetrekkingen als meest begunstigde natie overeenkomstig de bepalingen van de Algemene Overeenkomst inzake Tarieven en Handel (GATT) van 1994 (art. 14). Art. 15 voorziet in een specifieke samenwerking op het gebied van sanitaire en fytosanitaire vraagstukken. De partijen bevorderen het gebruik door Afghanistan van internationale en Europese normen als basis voor technische regelingen en conformiteitsbeoordelingsprocedures (art. 16). In art. 17 stellen de partijen te streven naar meer samenwerking tussen de douaneautoriteiten met het oog op een transparante handelsomgeving en teneinde bij te dragen tot meer handel, meer continuïteit van de toeleveringsketen, betere consumentenveiligheid, de afremming van de instroom van goederen die een inbreuk vormen op de intellectuele-eigendomsrechten en de bestrijding van smokkel en fraude. De partijen moedigen eveneens directe buitenlandse investeringen aan (art. 18). De partijen stellen een constructieve dialoog inzake diensten in (art. 19), streven naar een versoepeling van het kapitaalverkeer

(art. 20) en werken samen om een doeltreffend en modern systeem van overheidsopdrachten in te stellen (art. 21). Het belang van transparantie wordt erkend (art. 22) evenals de bescherming van intellectuele-eigendomsrechten (art. 23).

Titel V (art. 24 – 30) – Samenwerking op het gebied van justitie en binnenlandse zaken.

Titel V beschrijft de samenwerking op het vlak van justitie en binnenlandse zaken. In het kader van deze samenwerking schenken de partijen bijzondere aandacht aan de consolidering van de rechtstaat en de versterking van de instellingen op alle niveaus. Naast de uitwisseling van informatie gaat bijzondere aandacht naar de rechten van de vrouwen en de samenwerking om verdere hervormingen van de Afghaanse politie te bevorderen. De partijen komen eveneens overeen om samen te werken om de veiligheidssector in Afghanistan te moderniseren (art. 24). Specifieke samenwerking wordt voorzien op het vlak van de bestrijding van georganiseerde misdaad en corruptie (art. 25), drugsvraagstukken (art. 26) en witwaspraktijken en de financiering van terrorisme (art. 27). Art. 28 voorziet in de samenwerking op het vlak van migratie. Dit artikel voorziet in de mogelijkheid om een overname overeenkomst te sluiten, met in begrip van voorzieningen in verband met onderdanen van andere landen en van staatlozen. Art. 29 voorziet in de bepaling dat Afghanistan er mee instemt dat de consulaire en diplomatieke autoriteiten van alle vertegenwoordigde lidstaten van de EU bescherming bieden aan alle onderdanen van een lidstaat van de EU die niet over een permanente vertegenwoordiging in Afghanistan beschikt. Tenslotte wordt eveneens voorzien in de samenwerking op het niveau van bescherming van persoonsgegevens.

Titel VI (art. 31 – 47) – Sectorale samenwerking.

In Titel VI worden een reeks sectorale domeinen opgelijst binnen de welke de beide partijen zullen streven naar samenwerking. Deze domeinen vallen uiteen in een aantal beleidsdomeinen. Een eerste pakket betreft de de modernisering van de overheidsdiensten (art. 31), het beheer van overheidsfinanciën (art. 32), goed bestuur op belastinggebied (art. 33), financiële diensten (art. 34) en statistieken (art. 35). Daarnaast komen eveneens risicobeheersing in verband met rampen (art. 36) en natuurlijke hulpbronnen (art. 37) aan bod, gevolgd door onderwijs, onderzoek, jeugd en beroepsonderwijs (art. 38). Samenwerking wordt eveneens voorzien op het vlak van energie (art. 39) en vervoer (art. 40). Art. 41 voorziet in een specifieke samenwerking op het vlak van werkgelegenheid en sociale ontwikkeling. Art. 42 voorziet in de samenwerking op het vlak van landbouw, plattelandsontwikkeling, veehouderij en irrigatie. Milieu en klimaatverandering maken eveneens het voorwerp uit van samenwerking (art. 43) naast volksgezondheid (art. 44), cultuur (art. 45), de informatiemaatschappij (art. 46) en de audiovisuele sector en de media (art. 47).

Titel VII (art. 48) – Regionale samenwerking.

De geografische ligging van Afghanistan zorgt ervoor dat in de overeenkomst een specifieke referentie naar regionale samenwerking wordt opgenomen. De partijen erkennen dat initiatieven voor regionale samenwerking vereist zijn om

de status van Afghanistan als landbrug tussen Centraal-Azië, Zuid-Azië en het Midden-Oosten te herstellen en economische groei en politieke stabiliteit in de regio te bevorderen. Er zal dus gewerkt worden op het vlak van de bevordering van de regionale samenwerking met maatregelen ter ondersteuning van de inspanningen voor capaciteitsopbouw van de Afghaanse regering, meer bepaald van het Ministerie van Buitenlandse Zaken.

Titel VIII (art. 49) – Institutioneel kader.

Voor de goede werking en de uitvoering van deze overeenkomst wordt een Gemengd Comité in het leven geroepen dat is samengesteld uit vertegenwoordigers van de partijen op het hoogst mogelijke niveau. Dit Comité dient eveneens prioriteiten vast te stellen, toezicht te houden op de ontwikkeling van de alomvattende betrekkingen tussen de partijen en aanbevelingen te doen voor het bevorderen van de doelstellingen van deze overeenkomst. Het Gemengd Comité komt afwisselend in Kaboel en Brussel bijeen en kan besluiten tot de oprichting van speciale comités of werkgroepen.

Titel IX (art. 50 – 60) – Slotbepalingen.

Titel IX bevat tenslotte de gebruikelijke slotbepalingen van een dergelijke overeenkomst, zoals inzake de middelen voor samenwerking, de toekomstige ontwikkeling van de overeenkomst, de band met andere overeenkomsten en de verplichtingen. De overeenkomst wordt afgesloten voor een aanvankelijk periode van 10 jaar en wordt dan automatisch verlengd voor opeenvolgende periodes van telkens vijf jaar, tenzij één van de partijen de andere partij zes maanden voor het verstrijken van de looptijd schriftelijk op de hoogte stelt van haar voornemen de overeenkomst niet te verlengen.

5. Voorlopige toepassing van de Overeenkomst.

Overeenkomstig artikel 59 van de Overeenkomst worden een aantal bepalingen voorlopig toegepast, echter slechts voor zover deze aangelegenheden betreffen die onder de bevoegdheid van de Unie vallen, waaronder aangelegenheden die vallen onder de bevoegdheid van de Unie om een gemeenschappelijk buitenlands- en veiligheidsbeleid te bepalen en uit te voeren. Het betreft meer bepaald de artikelen 2, 3, 4 en 5, Titel III, Titel IV, artikel 28, Titel VII, Titel VIII (voor zover de bepalingen van die titel enkel tot doel hebben de voorlopige toepassing van de overeenkomst te waarborgen) en Titel IX (eveneens voor zover de bepalingen van die titel enkel tot doel hebben de voorlopige toepassing van de overeenkomst te waarborgen).

6. Belgische aandachtspunten.

Het uitgangspunt voor de onderhandelingen was een door de Europese Commissie en de Europese Dienst voor Externe Actie uitgewerkt ontwerp van Overeenkomst dat alle kernelementen bevatte van dergelijke akkoorden.

België heeft er tijdens de onderhandelingen vooral over gewaakt dat de voor de EU belangrijke sleutelbepalingen werden gevrijwaard. Zoals dit het geval is voor andere dergelijke akkoorden werd door **België** tijdens de periode van de onderhandelingen in het bijzonder de klemtoon gelegd op :

- de politieke clausules betreffende mensenrechten; non-proliferatie van massavernietigingswapens ; strijd tegen straffeloosheid; samenwerking met het Internationaal Strafhof en samenwerking in de strijd tegen het terrorisme;

- de specifieke verwijzingen naar de gelijkheid van mannen en vrouwen;

- de rol en de bijdrage van het maatschappelijk middenveld;

- de samenwerking op het vlak van migratie, inclusief overname;

- het belang duurzame ontwikkeling in zijn drie dimensies.

Op intern Belgisch vlak heeft de ontwerpovereenkomst het voorwerp uitgemaakt van de **gebruikelijke raadpleging van alle stakeholders** door de Directie-Generaal Europese Zaken en Coördinatie, hetzij tijdens formele vergaderingen (17.10.2011 en 05.03.2012), hetzij via schriftelijke procedure (17.10.2012 en 13.05.2015).

7. Aard van de overeenkomst op het interne Belgische vlak.

Op het interne Belgische vlak vallen de bepalingen van de Overeenkomst onder de bevoegdheid van de Federale Overheid, maar tevens voor een deel ook onder de bevoegdheid van de Gemeenschappen en de Gewesten, zoals dit werd bepaald door de Werkgroep Gemengde Verdragen tijdens zijn zitting van 22.09.2016.

Onder de handtekening van de vertegenwoordiger van de Minister van Buitenlandse Zaken van België staat er bijgevolg, in overeenstemming met de Gemeenschappen en de Gewesten, een formule die zegt dat deze handtekening ook de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verbindt.

De Minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken,

Didier REYNDERS

ACCORD DE COOPÉRATION
EN MATIÈRE DE PARTENARIAT ET DE DÉVELOPPEMENT
ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET SES ÉTATS MEMBRES, D'UNE PART,
ET LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'AFGHANISTAN, D'AUTRE PART

LE ROYAUME DE BELGIQUE,

LA RÉPUBLIQUE DE BULGARIE,

LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE,

LE ROYAUME DE DANEMARK,

LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE,

LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE,

L'IRLANDE,

LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE,

LE ROYAUME D'ESPAGNE,

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

LA RÉPUBLIQUE DE CROATIE,

LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE,

LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE,

LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE,

LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE,

LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,

LA HONGRIE,

LA RÉPUBLIQUE DE MALTE,

LE ROYAUME DES PAYS-BAS,

LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE,

LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,

LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE,

LA ROUMANIE,

LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE,

LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE,

LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE,

LE ROYAUME DE SUÈDE,

LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,

parties contractantes au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ci-après dénommées les "États membres", et

L'UNION EUROPÉENNE, ci-après dénommée "l'Union",

d'une part, et

LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'AFGHANISTAN, ci-après dénommée "Afghanistan",

d'autre part,

ci-après dénommées collectivement les "parties",

RÉAFFIRMANT leur attachement à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de l'Afghanistan;

RÉAFFIRMANT leur attachement aux principes généraux du droit international, aux buts et aux principes de la Charte des Nations unies, aux conventions internationales et aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies;

RECONNAISSANT les liens historiques, politiques et économiques qui unissent les parties;

CONFIRMANT leur souhait de renforcer leur coopération sur la base de leurs valeurs communes et dans leur intérêt mutuel;

CONSIDÉRANT les objectifs stratégiques, les valeurs et les engagements communs auxquels adhèrent les parties, y compris le respect des principes démocratiques, l'état de droit, les droits de l'homme et la bonne gouvernance;

CONSCIENTES que ces principes font partie intégrante d'un développement à long terme;

RECONNAISSANT que le peuple afghan, par l'intermédiaire de ses institutions légitimes et démocratiques, et en vertu de la constitution de l'Afghanistan, est le propriétaire légitime et le moteur des processus de stabilisation, de développement et de démocratisation en Afghanistan;

EU ÉGARD au fait que l'Union s'est engagée à soutenir les efforts déployés par l'Afghanistan pour optimiser son développement au cours de la prochaine décennie de transformation;

SOULIGNANT les engagements mutuels pris lors des conférences internationales sur l'Afghanistan tenues à Bonn en décembre 2011, à Tokyo en juillet 2012 et à Londres en décembre 2014;

RÉAFFIRMANT la volonté de l'Afghanistan de continuer à améliorer la gouvernance et l'attachement de l'Union à une coopération durable avec l'Afghanistan;

EU ÉGARD à l'importance particulière que les parties attachent au caractère exhaustif de la relation qu'elles ont l'intention d'encourager par la voie du présent accord;

RÉAFFIRMANT leur souhait de promouvoir le progrès économique et social de leurs populations et leur volonté de consolider, d'approfondir et de diversifier leurs relations dans des domaines d'intérêt mutuel;

RECONNAISSANT que, conformément à la constitution de l'Afghanistan, l'émancipation des femmes et leur pleine participation dans des conditions d'égalité dans toutes les sphères de la société, y compris la participation aux processus de prise de décisions politiques à tous les niveaux, sont d'une importance fondamentale pour l'obtention de l'égalité et de la paix;

RECONNAISSANT l'importance de la coopération au développement avec les pays en développement, et notamment ceux à bas revenu, sortant d'un conflit et enclavés, pour la durabilité de leur croissance économique et de leur développement et la réalisation intégrale et en temps utile des objectifs de développement fixés au niveau international, parmi lesquels les objectifs du Millénaire pour le développement des Nations unies et tout critère ultérieur de développement adoptés par l'Afghanistan, ainsi que pour une meilleure intégration de l'Afghanistan dans la région;

RECONNAISSANT que des mesures efficaces doivent être prises pour promouvoir l'intégrité et l'obligation de rendre des comptes, garantir l'utilisation correcte des fonds publics et lutter contre la corruption;

RECONNAISSANT qu'une coopération renforcée entre les parties devrait aider l'Afghanistan à améliorer la qualité de son administration et de sa gouvernance, ainsi que la transparence et l'efficacité de la gestion des finances publiques;

RÉAFFIRMANT l'importance de la coordination dans les enceintes régionales et multilatérales compétentes, notamment en ce qui concerne la façon dont les parties perçoivent les enjeux mondiaux et la coopération économique régionale;

RECONNAISSANT que le terrorisme constitue une menace pour leurs populations et leur sécurité commune et exprimant leur détermination sans faille à lutter contre toutes les formes de terrorisme, à mettre en place une coopération internationale efficace et des instruments pour leur éradication conformément au droit international, et notamment aux dispositions relatives aux droits de l'homme et au droit humanitaire;

RÉAFFIRMANT leur détermination commune à lutter contre la criminalité organisée, y compris la traite des êtres humains, le trafic de migrants et le trafic de drogue, notamment grâce à des mécanismes régionaux et internationaux;

RECONNAISSANT que les drogues illicites représentent une menace pour la santé et la sécurité et qu'une coopération régionale et internationale concertée est nécessaire pour lutter contre la culture, la production, l'acheminement, le trafic, la consommation et la demande de drogues ainsi que le détournement des précurseurs de drogues, et reconnaissant dans ce contexte l'importance de trouver d'autres moyens de subsistance pour les agriculteurs cultivant du pavot;

RECONNAISSANT la nécessité de respecter les engagements internationaux en matière de désarmement et de non-prolifération;

CONSIDÉRANT que la Cour pénale internationale constitue une avancée importante pour la paix et la justice internationale, en ce qu'elle vise à poursuivre efficacement les auteurs des crimes les plus graves qui touchent la communauté internationale;

RECONNAISSANT que les échanges commerciaux et les investissements directs étrangers joueront un rôle significatif dans le développement de l'Afghanistan et que les parties attachent une importance particulière aux principes et aux règles régissant le commerce international et qui figurent notamment dans l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC);

EXPRIMANT leur attachement sans faille à la promotion du développement durable dans toutes ses dimensions, y compris des éléments tels que la protection de l'environnement, une coopération efficace dans la lutte contre le changement climatique ainsi que la promotion et la mise en œuvre effectives des normes du travail reconnues au niveau international;

SOULIGNANT l'importance de la coopération en matière de migration;

RECONNAISSANT que la situation et les droits fondamentaux des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, y compris leur retour volontaire, en toute sécurité et de manière ordonnée dans leurs foyers, requièrent une attention particulière;

SOULIGNANT que si les parties décidaient, dans le cadre du présent accord, d'adhérer à des accords spécifiques relevant de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, que l'Union conclurait conformément à la troisième partie, titre V, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, les dispositions de ces accords futurs ne lieraient pas le Royaume-Uni et/ou l'Irlande, à moins que l'Union, en même temps que le Royaume-Uni et/ou l'Irlande en ce qui concerne leurs relations bilatérales antérieures respectives, ne notifie à l'Afghanistan que le Royaume-Uni et/ou l'Irlande sont désormais liés par ces accords en tant que membres de l'Union, conformément au protocole n° 21 sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande à l'égard de l'espace de liberté, de sécurité et de justice annexé au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. De même, toute mesure ultérieure interne à l'Union qui serait adoptée conformément au titre V susmentionné aux fins de la mise en œuvre du présent accord ne lierait pas le Royaume-Uni et/ou l'Irlande, à moins qu'ils n'aient notifié leur souhait de participer à cette mesure ou de l'accepter conformément au protocole n° 21. Soulignant également que ces accords futurs ou ces mesures ultérieures internes à l'Union entreraient dans le champ d'application du protocole n° 22 sur la position du Danemark annexé auxdits traités,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT:

TITRE I

NATURE ET PORTÉE

ARTICLE 1

Champ d'application et objectifs

1. Un partenariat est établi entre les parties, dans les limites de leurs compétences respectives, conformément à leurs réglementations, procédures et ressources respectives, et dans le plein respect des règles et des normes internationales.

2. L'objectif de ce partenariat est de renforcer le dialogue et la coopération en vue:

a) de soutenir la paix et la sécurité en Afghanistan et dans la région;

b) de promouvoir un développement durable, un environnement politique stable et démocratique, et l'intégration de l'Afghanistan dans l'économie mondiale;

c) d'instaurer un dialogue régulier sur des questions politiques, y compris la promotion des droits de l'homme et l'égalité entre les hommes et les femmes ainsi que la participation de la société civile;

d) de promouvoir la coopération au développement dans le contexte de l'attachement commun des parties à l'éradication de la pauvreté et à l'efficacité de l'aide;

e) de développer le commerce et l'investissement entre les parties, à leur avantage mutuel et en vue de coopérer dans tous les domaines d'intérêt commun (économiques, commerciaux et liés aux investissements), afin de faciliter les flux d'échanges et d'investissements durables et de prévenir et de supprimer les entraves au commerce et aux investissements, en assurant la compatibilité et la complémentarité de cette coopération avec les initiatives régionales en cours et futures;

f) d'améliorer la coordination entre les parties en ce qui concerne les enjeux mondiaux, notamment en promouvant des solutions multilatérales; et

g) de promouvoir le dialogue et la coopération dans un éventail de secteurs spécifiques d'intérêt mutuel, y compris la modernisation de l'administration publique et la gestion des finances publiques, la justice et les affaires intérieures, l'environnement et le changement climatique, les ressources naturelles et les matières premières, la réforme du secteur de la sécurité, l'éducation et la formation, l'énergie, les transports, l'agriculture et le développement rural, les services financiers, la fiscalité, les douanes, l'emploi et le développement social, la santé et la sécurité, les statistiques, la coopération régionale, la culture, les technologies de l'information et le secteur de l'audiovisuel/des médias.

3. Dans ce contexte, le renforcement des capacités fait l'objet d'une attention particulière afin de soutenir le développement des institutions afghanes et de garantir que l'Afghanistan pourra bénéficier pleinement des possibilités offertes par le renforcement de la coopération dans le cadre du présent accord.

4. Les parties encouragent les contacts entre parlementaires, membres de la société civile et professionnels, afin de favoriser la réalisation des objectifs du présent accord, en particulier en ce qui concerne le soutien des institutions parlementaires et d'autres institutions démocratiques.

5. Les parties s'efforcent de promouvoir la compréhension, notamment par la coopération entre entités telles que les groupes de réflexion, les universités, les entreprises et les médias, par l'organisation de séminaires, de conférences, d'échanges de jeunes et d'autres activités.

ARTICLE 2

Principes généraux

1. Les parties confirment leurs valeurs partagées exprimées dans la charte des Nations unies.

2. Les parties reconnaissent que le peuple afghan, par l'intermédiaire de ses institutions légitimes et démocratiques, et en vertu de la constitution de l'Afghanistan, est le propriétaire légitime et le moteur des processus de stabilisation, de développement et de démocratisation en Afghanistan.

3. Le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme, inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme pertinents, ainsi que du principe de l'état de droit sous-tend les politiques intérieures et internationales des parties et constitue un élément essentiel du présent accord.

4. Les parties confirment leur volonté d'approfondir la coopération sur la voie de la réalisation intégrale des objectifs de développement fixés au niveau international, parmi lesquels les objectifs du Millénaire pour le développement, adoptés par l'Afghanistan, et tout critère ultérieur de développement. Ce faisant, elles reconnaissent la responsabilité de l'Afghanistan pour ce qui est de la préparation et de la mise en œuvre de ses plans de développement économique et social et des stratégies de développement pertinentes, y compris les programmes nationaux prioritaires. Elles réaffirment leur attachement à un niveau élevé de protection de l'environnement, à une société fondée sur l'intégration et à l'égalité entre les hommes et les femmes dans ce contexte.

5. Les parties réaffirment leur attachement aux principes de bonne gouvernance, notamment à l'indépendance des parlements et du pouvoir judiciaire, et à la lutte contre la corruption à tous les niveaux.

6. Les parties conviennent que la coopération prévue par le présent accord sera conforme à leurs législations, règles et réglementations respectives.

TITRE II

COOPÉRATION POLITIQUE

ARTICLE 3

Dialogue politique

Un dialogue politique régulier est instauré entre les parties, qui peut, le cas échéant, avoir lieu au niveau ministériel. Il permet de renforcer leurs relations, de contribuer au développement d'un partenariat et d'accroître la compréhension mutuelle et la solidarité. Les parties renforcent leur dialogue politique à l'appui de leurs intérêts communs, y compris leurs positions respectives dans les enceintes régionales et internationales.

A. COOPÉRATION DANS LES DOMAINES DES DROITS DE L'HOMME, DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

ARTICLE 4

Droits de l'homme

1. Conformément à l'article 1, paragraphe 2, point c), et à l'article 2, paragraphe 3, les parties conviennent de coopérer à la promotion et à la protection effective des droits de l'homme, y compris, le cas échéant, à la ratification et à la mise en œuvre des instruments internationaux de défense des droits de l'homme. Elles procèdent à un examen de la mise en œuvre du présent article dans le cadre de leur dialogue politique.

2. La coopération visée au paragraphe 1 peut notamment comprendre:

a) l'appui au développement et à la mise en œuvre de plans d'action nationaux en matière de droits de l'homme;

b) la promotion des droits de l'homme et l'éducation dans ce domaine;

c) le renforcement des institutions nationales et infranationales compétentes en matière de droits de l'homme en Afghanistan;

d) l'instauration d'un dialogue diversifié et de qualité sur les droits de l'homme; et

e) le renforcement de la coopération au sein des institutions des Nations unies œuvrant en faveur des droits de l'homme.

ARTICLE 5

Égalité entre les hommes et les femmes

1. Les parties collaborent au renforcement des politiques et des programmes liés à l'égalité entre les hommes et les femmes ainsi qu'à la consolidation des capacités institutionnelles et administratives dans ce domaine; elles soutiennent également la mise en œuvre de stratégies relatives à l'égalité entre les hommes et les femmes, portant notamment sur les droits et l'émancipation des femmes, afin de garantir une participation équitable des hommes et des femmes dans tous les secteurs de la vie économique, culturelle, politique et sociale. Cette coopération vise en particulier à améliorer l'accès des femmes aux ressources nécessaires au plein exercice de leurs droits fondamentaux, en particulier l'éducation.

2. Les parties encouragent la création d'un cadre adéquat permettant:

a) de garantir que les questions liées à l'égalité entre les hommes et les femmes sont dûment prises en compte dans l'ensemble des stratégies, des politiques et des programmes de développement, en particulier en ce qui concerne la participation à la vie politique, la santé et l'alphabétisation; et

b) d'échanger des expériences et des bonnes pratiques dans le domaine de la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes, et de promouvoir l'adoption de mesures positives en faveur des femmes.

ARTICLE 6

Société civile

1. Les parties reconnaissent le rôle et la contribution potentielle d'une société civile organisée, en particulier des milieux universitaires, au processus de dialogue et de coopération prévu dans le cadre du présent accord et acceptent de promouvoir un dialogue efficace avec la société civile, ainsi que sa participation efficace.

2. Les parties collaborent afin de renforcer le rôle de la société civile, de manière à lui permettre:

a) d'être consultée lors de l'élaboration des politiques au niveau national, conformément aux principes démocratiques et aux dispositions constitutionnelles;

b) d'être informée des consultations sur les politiques sectorielles et les stratégies de développement et de coopération, et y participer, notamment dans les domaines qui la concernent, à tous les stades du processus de développement;

c) de bénéficier de ressources financières, dans la mesure où la réglementation intérieure de chacune des parties le permet, conformément aux principes de transparence et de responsabilité, ainsi que d'une aide au renforcement des capacités dans des secteurs en difficulté; et

d) de participer à la mise en œuvre des programmes de coopération dans les domaines qui la concernent.

B. CONSOLIDATION DE LA PAIX

ARTICLE 7

Politiques en faveur de la paix, prévention et résolution des conflits

1. Les parties soulignent leur attachement aux efforts en faveur de la paix et de la réconciliation menés par l'Afghanistan. Elles insistent sur l'importance d'un processus de paix ouvert à tous, reposant sur un consensus entre tous les Afghans, tel qu'exprimé dans la Jirga de la paix de juillet 2010 et la Loya Jirga traditionnelle de novembre 2011. Elles reconnaissent qu'une condition préalable à la réussite de ce processus de paix est son appropriation par le peuple afghan et les institutions du pays, avec l'appui sans faille de la communauté internationale.

2. Les parties encouragent le dialogue entre les pays de la région et au-delà, de façon à leur permettre de jouer un rôle à part entière dans le soutien et la facilitation du processus de paix.

3. Les parties réaffirment l'importance du rôle joué par les femmes dans la résolution des conflits et la consolidation de la paix. Elles soulignent l'importance de leur participation pleine et entière et de leur association à tous les efforts visant à maintenir et à promouvoir la paix et la sécurité, ainsi que la nécessité de renforcer leur rôle dans la prise de décisions en ce qui concerne la résolution des conflits, conformément à la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité des Nations unies.

4. Des activités conjointes dans ce domaine comprennent notamment la promotion de la consolidation de la paix à long terme en Afghanistan et le soutien en faveur d'un rôle actif de la société civile, conformément aux principes de la "nouvelle donne" pour l'engagement dans les États fragiles.

C. SOUTIEN EN FAVEUR DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

ARTICLE 8

Coopération en ce qui concerne le statut de Rome

Les parties considèrent que le fonctionnement effectif de la Cour pénale internationale (CPI) représente une évolution importante pour la paix et la justice dans le monde. Elles réaffirment que des mesures doivent être adoptées en premier lieu au niveau national en coopération avec la CPI pour traiter les crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale. Elles conviennent de coopérer pour promouvoir l'adhésion universelle au statut de Rome:

a) en prenant les mesures appropriées pour ratifier les instruments liés au statut de Rome tels que, notamment, l'accord sur les privilèges et immunités de la CPI;

b) en partageant des expériences portant sur les adaptations juridiques nécessaires à la ratification et à la mise en œuvre du statut de Rome; et

c) en prenant des mesures pour préserver l'intégrité du statut de Rome.

ARTICLE 9

Lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et les menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires

1. Les parties considèrent que la prolifération des armes de destruction massive (ADM) et de leurs vecteurs, au profit tant d'acteurs étatiques que non étatiques, constitue l'une des menaces les plus graves pour la stabilité et la sécurité internationales.

2. Les parties conviennent par conséquent de coopérer dans les enceintes internationales en vue de lutter contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, en respectant pleinement, et en appliquant au niveau national, les obligations qui leur incombent en vertu des conventions et des traités multilatéraux sur le désarmement et la non-prolifération, ainsi qu'en vertu d'autres accords négociés au niveau multilatéral et d'obligations internationales en la matière. Elles conviennent que la présente disposition constitue un élément essentiel du présent accord.

3. Les parties conviennent en outre de coopérer et de prendre les mesures nécessaires pour améliorer la mise en œuvre des instruments internationaux sur le désarmement et la non-prolifération des ADM et de leurs vecteurs, applicables aux parties, notamment par des échanges d'informations, d'expertise et d'expérience.

4. Les parties conviennent de coopérer et de contribuer à la lutte contre la prolifération des ADM et de leurs vecteurs en prenant les mesures nécessaires pour signer ou ratifier tous les autres instruments internationaux pertinents ou y adhérer, selon le cas, et pour les mettre pleinement en œuvre.

5. Les parties conviennent en outre de coopérer en vue de mettre en place un système national efficace de contrôle des exportations, de prévenir la prolifération et de contrôler les exportations et le transit des marchandises liées aux ADM, y compris par le biais du contrôle de l'utilisation finale des technologies à double usage et en recourant à des mesures de dissuasion efficaces en cas d'infraction aux contrôles des exportations.

6. Les parties reconnaissent que les risques nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques et (NRBC) peuvent perturber gravement les sociétés. Elles reconnaissent également que les risques peuvent découler d'activités d'origine criminelle (prolifération, trafics), d'accidents (industrie, transports, laboratoires) ou d'aléas naturels (pandémies). Par conséquent, elles s'engagent à coopérer afin de renforcer les moyens institutionnels pour atténuer les risques NRBC. Il peut s'agir de projets sur des questions juridiques, réglementaires, d'exécution, scientifiques et des questions liées à la préparation, ainsi que sur la coopération au niveau régional.

7. L'Union, s'il y a lieu, soutient ces efforts, en se concentrant sur le renforcement des capacités et l'assistance technique.

ARTICLE 10

Armes légères et de petit calibre et autres armes conventionnelles

1. Les parties reconnaissent que la fabrication, le transfert et la circulation illicites d'armes légères et de petit calibre (ALPC), y compris de leurs munitions, ainsi que l'accumulation excessive, la mauvaise gestion, les stocks insuffisamment sécurisés et la dissémination incontrôlée de ces armes continuent de faire peser une grave menace sur la paix et la sécurité internationale.

2. Les parties conviennent d'observer et d'exécuter intégralement leurs obligations respectives en matière de lutte contre le commerce illicite des ALPC, y compris de leurs munitions, conformément aux accords internationaux existants et aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, ainsi que les engagements auxquels elles ont souscrit dans le cadre d'autres instruments internationaux applicables dans ce domaine, tels que le programme d'action des Nations unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects.

3. Les parties sont conscientes de l'importance de disposer de régimes nationaux de contrôle du transfert d'armes conventionnelles conformes aux normes internationales en vigueur. Elles sont conscientes du fait qu'il importe de mettre ces contrôles en œuvre de manière responsable, en vue de contribuer à la paix, à la sécurité et à la stabilité aux niveaux international et régional, ainsi qu'à l'atténuation de la souffrance humaine et à la prévention du détournement d'armes conventionnelles.

4. Les parties s'engagent à coopérer et à assurer une coordination, une complémentarité et une synergie dans les efforts qu'elles déploient pour réglementer le commerce international d'armes conventionnelles ou en améliorer la réglementation et pour prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite d'armes. Elles conviennent de mettre en place un dialogue politique régulier qui accompagnera et renforcera cet engagement.

ARTICLE 11

Lutte contre le terrorisme

1. Les parties sont déterminées à lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes, y compris au niveau régional, dans le respect intégral de l'état de droit et du droit international, et à travailler de concert afin d'empêcher la diffusion d'idéologies extrémistes et, en particulier, la radicalisation des jeunes. Elles s'engagent à coopérer avec leurs partenaires internationaux à la mise en œuvre complète de la stratégie antiterroriste mondiale des Nations unies.

2. Les parties conviennent de coopérer sur des questions se rapportant à la lutte contre les activités terroristes et d'échanger des informations sur toutes les questions pertinentes, si besoin est et dans le respect du droit interne et du droit international. La lutte contre le terrorisme constitue un élément important de leur coopération. Elles conviennent de promouvoir la mise en œuvre des conventions et des instruments internationaux pertinents dans ce domaine. Dans ce contexte, le renforcement des capacités couvrira les domaines concernés de la justice pénale.

TITRE III

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

ARTICLE 12

Coopération au développement

1. La coopération au développement a pour principaux objectifs la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (et tout critère ultérieur de développement), l'éradication de la pauvreté, le développement durable et l'intégration dans l'économie mondiale, une attention particulière étant accordée aux catégories les plus vulnérables de la société. Les parties reconnaissent que leur coopération est essentielle pour relever les défis auxquels est confronté l'Afghanistan en matière de développement, et que le renforcement des institutions devrait en être un élément essentiel.

2. Cette coopération prend en considération les stratégies et les programmes de l'Afghanistan en matière de développement socio-économique, notamment sa stratégie nationale de développement et d'autres mesures adoptées lors de conférences internationales sur le développement de l'Afghanistan, la déclaration de Londres de 2010, le processus de Kaboul, les conclusions de la conférence de Bonn de décembre 2011, la déclaration de Tokyo sur un partenariat pour l'autosuffisance en Afghanistan ainsi que l'accord-cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo de juillet 2012, et tient pleinement compte de la stratégie du gouvernement afghan en matière d'économie et de développement intitulée "Realising Self-Reliance: Commitments to Reforms and Renewed Partnership", présentée lors de la conférence de Londres de 2014.

3. Les parties mettent en œuvre leur coopération au développement, notamment pour renforcer les institutions afghanes de gouvernance et instaurer les conditions d'un développement durable et d'une croissance économique à long terme, conformément aux programmes nationaux prioritaires et à la stratégie du gouvernement afghan en matière d'économie et de développement intitulée "Realising Self-Reliance: Commitments to Reforms and Renewed Partnership". Ils constitueront les principaux vecteurs pour la mise en œuvre de cette stratégie et des engagements pris par l'Afghanistan à Bonn, Tokyo et Londres. L'Union, dans le cadre de sa coopération avec l'Afghanistan, tient pleinement compte de l'accord-cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo (ou de tout plan défini mutuellement qui lui succédera) et, lors de la programmation de son aide, prend en considération les engagements, y compris les engagements financiers, ainsi que les modalités définis dans ce cadre.

4. Les parties confirment l'objectif consistant à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement adoptés par l'Afghanistan, et tout critère ultérieur de développement, et réaffirment leur attachement à la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, au programme d'action d'Accra et au document final de Busan, notamment en ce qui concerne la "Nouvelle donne pour l'engagement dans les États fragiles".

5. Les parties conviennent d'encourager les activités de coopération conformément à leurs réglementations, procédures et ressources respectives, et dans le plein respect des règles et des normes internationales. Elles conviennent d'assurer la compatibilité de leur coopération au développement avec les exigences découlant de leur attachement commun à l'efficacité de l'aide, de mettre en œuvre cette coopération dans le respect des prérogatives afghanes, de l'aligner sur les priorités nationales de l'Afghanistan, et de veiller à ce qu'elle débouche sur des résultats en matière de développement qui soient tangibles et durables pour le peuple afghan et la viabilité économique à long terme du pays, comme convenu dans le cadre des conférences internationales sur l'Afghanistan. Elles conviennent de maximiser le potentiel de consolidation de la paix de l'aide au développement, dans la mesure du possible, dans le cadre de la Nouvelle donne pour l'engagement dans les États fragiles.

6. Les parties conviennent en conséquence de faire un suivi régulier de l'incidence de leur coopération au développement, dans le cadre du comité mixte établi en vertu de l'article 49, et d'évaluer sa contribution à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, adoptés par l'Afghanistan, et tout critère ultérieur de développement.

7. Les questions suivantes seront systématiquement prises en compte dans tous les domaines de la coopération au développement: droits de l'homme, égalité entre les hommes et les femmes, démocratie, bonne gouvernance, durabilité environnementale, changement climatique, santé, développement institutionnel et renforcement des capacités institutionnelles, lutte contre la corruption, lutte contre la drogue et efficacité de l'aide.

8. En ce qui concerne les composantes de l'infrastructure, les parties examinent la possibilité de recourir à des mécanismes tels que la combinaison de subventions et de prêts consentis par des institutions financières internationales, et d'autres instruments de partage des risques, afin de mobiliser des ressources supplémentaires et d'accroître ainsi l'incidence de l'aide de l'Union.

9. Les parties conviennent que leur coopération économique doit être mise en œuvre de manière à préserver les intérêts des membres les plus vulnérables de la société, notamment les femmes et les enfants, en mettant l'accent sur la santé, l'éducation, l'agriculture et le développement rural.

10. Les parties conviennent que le commerce devrait promouvoir le développement durable dans toutes ses dimensions et qu'il y a lieu d'en évaluer les effets économiques, sociaux et environnementaux. Elles conviennent d'encourager leurs entreprises à adopter les normes les plus élevées en matière de comportement professionnel responsable, conformément aux normes et aux principes reconnus au niveau international, tels que ceux énoncés dans les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales ou le Pacte mondial des Nations unies.

11. Les parties s'efforcent de promouvoir l'application efficace des normes fondamentales du travail de l'Organisation internationale du travail (OIT) et renforcent la coopération sur l'emploi et les questions sociales, y compris les principes du travail décent.

12. Les parties visent, en outre, à promouvoir des politiques destinées à garantir la disponibilité et l'approvisionnement en denrées alimentaires pour la population et en nourriture pour le bétail, sous des formes qui soient durables et respectueuses de l'environnement.

13. Les parties s'engagent à échanger leurs vues et à coopérer au sein de toutes les instances et organisations régionales et internationales compétentes, y compris les Nations unies et leurs agences et organisations, en vue d'améliorer la répartition du travail dans la coopération au développement ainsi que l'efficacité de l'aide sur le terrain.

14. Les parties conviennent également de promouvoir la coopération dans les domaines couverts par le présent article entre groupes de réflexion, universités, organisations non gouvernementales, entreprises, acteurs culturels et médias, par l'organisation de séminaires, de conférences et d'autres activités connexes, selon les besoins.

TITRE IV

COOPÉRATION EN MATIÈRE DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENTS

ARTICLE 13

Coopération commerciale

1. Les parties nouent un dialogue sur le commerce bilatéral et multilatéral et les questions liées au commerce en vue de renforcer leurs relations commerciales bilatérales et de faire progresser le système commercial multilatéral, notamment en soutenant l'accession de l'Afghanistan à l'OMC.

2. Les parties s'engagent à promouvoir le développement et la diversification de leurs échanges commerciaux au niveau le plus élevé possible et à leur avantage mutuel. Elles s'engagent à améliorer et à rendre plus prévisibles les conditions d'accès au marché en œuvrant à la suppression des obstacles aux échanges, notamment en éliminant en temps voulu les barrières non tarifaires et les restrictions aux échanges qui ne sont pas compatibles avec les règles de l'OMC, et en prenant des mesures visant à améliorer la transparence, tout en tenant compte des travaux effectués dans ce domaine par les organisations internationales dont les parties sont membres.

3. Reconnaissant que le commerce est indispensable au développement et que des régimes de préférences commerciales se sont révélés bénéfiques pour les pays en développement, les parties s'efforcent d'intensifier les consultations et la coopération sur leur mise en œuvre effective.

4. Les parties se tiennent mutuellement informées de l'évolution des échanges commerciaux et des politiques liées à ces échanges telles que la politique agricole, la politique en matière de sécurité alimentaire, la politique de protection des consommateurs et la politique environnementale. Elles examineront les possibilités de renforcer leurs relations en matière de commerce et d'investissements, ce qui peut passer, au besoin, par la négociation d'autres accords présentant un intérêt mutuel.

5. Les parties ont pleinement recours au programme Aide pour le commerce et à d'autres programmes pertinents, y compris l'assistance technique pour le renforcement des capacités, dans le but de renforcer leurs relations bilatérales en matière de commerce et d'investissement.

6. Les parties reconnaissent qu'il est important de promouvoir le développement économique régional, conformément au titre VII.

7. Les parties se consultent rapidement, conformément à l'article 54, sur d'éventuelles divergences de vues en ce qui concerne l'application du présent titre.

ARTICLE 14

Traitement de la nation la plus favorisée

1. Les parties s'accordent, dans leurs relations commerciales, le traitement de la nation la plus favorisée, conformément aux dispositions de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994.

2. Le traitement de la nation la plus favorisée prévu au paragraphe 1 ne s'applique pas aux préférences accordées par l'une ou l'autre des parties en vertu d'arrangements découlant d'accords instituant une union douanière, une zone de libre-échange ou une zone de régime préférentiel équivalent.

ARTICLE 15

Questions sanitaires et phytosanitaires

1. Les parties coopèrent en matière de sécurité alimentaire et sur les questions sanitaires et phytosanitaires afin de protéger la vie ou la santé des personnes, de la faune et de la flore sur leurs territoires respectifs.

2. Les parties examinent et échangent des informations relatives à leurs mesures respectives telles qu'elles sont définies par l'accord de l'OMC sur l'application de mesures sanitaires et phytosanitaires, par la convention internationale pour la protection des végétaux et par l'Organisation mondiale de la santé animale et la commission du Codex Alimentarius.

3. Les parties conviennent d'instaurer une coopération pour le renforcement des capacités sur les questions sanitaires et phytosanitaires. Cette coopération est adaptée aux besoins de chaque partie et vise à aider chacune d'elles à se conformer au cadre juridique de l'autre partie.

4. Les parties instaurent, en temps voulu, un dialogue sur les questions sanitaires et phytosanitaires à la demande de l'une d'elles.

5. Les parties désignent des points de contact pour la communication relative aux questions relevant du présent article.

ARTICLE 16

Obstacles techniques au commerce

Les parties encouragent l'Afghanistan à se fonder sur les normes internationales et européennes pour l'élaboration des réglementations techniques et des procédures d'évaluation de la conformité. Elles coopèrent et échangent des informations sur les normes, les réglementations techniques et les procédures d'évaluation de la conformité en vue de s'assurer qu'elles sont élaborées, adoptées et appliquées avec transparence et efficacité et ne créent pas d'obstacles inutiles à leurs échanges bilatéraux.

ARTICLE 17

Douanes

1. Les parties s'emploient à renforcer la coopération entre les autorités douanières afin de garantir un environnement commercial transparent et de faciliter les échanges, de renforcer la sécurité de la chaîne d'approvisionnement, de promouvoir la sécurité des consommateurs, de contenir les flux de marchandises portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle et de lutter contre la contrebande et la fraude.

2. À cet effet, elles partagent notamment leur expertise et étudient les possibilités de simplifier les procédures, de renforcer la transparence et de développer la coopération. Elles recherchent également une convergence de vues et une action commune dans le cadre des instances internationales compétentes.

3. Le cas échéant, les parties concluent des protocoles de coopération douanière et d'assistance administrative mutuelle, dans le cadre institutionnel fixé par le présent accord, sans préjudice d'autres formes de coopération.

4. Les parties coopèrent en vue de moderniser l'administration douanière afghane, conformément aux conventions internationales pertinentes, afin d'améliorer son efficacité organisationnelle et de renforcer l'efficacité de ses institutions au niveau de la prestation de services, tout en garantissant la gestion transparente des finances publiques et l'obligation de rendre des comptes. Le renforcement des capacités constitue un élément important de cette coopération.

ARTICLE 18

Investissements

1. Les parties encouragent les investissements directs étrangers par la mise en place d'un environnement attrayant et stable pour les investissements. À cet effet, elles peuvent, si nécessaire, engager un dialogue cohérent visant à améliorer la compréhension et la coopération sur les questions d'investissement, à examiner des mécanismes administratifs permettant de faciliter les flux d'investissement et à promouvoir des règles stables, transparentes et favorables pour les investisseurs.

2. Afin d'accroître les investissements étrangers directs de l'Union en Afghanistan, les parties soulignent le rôle de la participation du secteur privé et, dans ce contexte, reconnaissent la nécessité d'une action publique et de mesures incitatives telles que l'accès au crédit et les garanties d'investissement.

ARTICLE 19

Services

Les parties instaurent un dialogue constructif visant en particulier:

a) à échanger des informations sur leurs environnements réglementaires respectifs;

b) à promouvoir l'accès à leurs marchés respectifs;

c) à promouvoir l'accès aux sources de capital et à la technologie; et

d) à favoriser le commerce de services entre les parties et sur les marchés de pays tiers.

ARTICLE 20

Circulation des capitaux

Les parties s'emploient à faciliter les mouvements de capitaux afin de contribuer aux objectifs du présent accord.

ARTICLE 21

Marchés publics

Les parties coopéreront en vue de la mise en place d'un mécanisme de passation des marchés publics efficace et moderne en Afghanistan, conformément aux principes définis au niveau international en matière de transparence et de procédures de passation de marchés publics ainsi que de promotion d'une utilisation équitable et optimale des ressources dans les achats publics.

ARTICLE 22

Transparence

Les parties reconnaissent l'importance de la transparence et du respect de la légalité dans l'administration de leurs lois et réglementations dans le domaine commercial. Elles appliquent à cet effet l'article X de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et l'article III de l'accord général sur le commerce des services.

ARTICLE 23

Droits de propriété intellectuelle

1. Les parties conviennent de protéger et de faire respecter les droits de propriété intellectuelle, y compris les indications géographiques, conformément aux dispositions des accords internationaux auxquels elles sont parties.

2. Les parties coopèrent en matière de prévention de toutes les formes d'utilisation abusive des droits de propriété intellectuelle, y compris des indications géographiques, ainsi qu'en matière de lutte contre la contrefaçon et le piratage. Elles conviennent de faciliter ce processus grâce à la coopération douanière et à d'autres formes adaptées de coopération administrative, y compris par la création et le renforcement d'organismes de contrôle et de protection de ces droits, ainsi que de renforcer la coopération sur les moyens appropriés visant à faciliter la protection et l'enregistrement des indications géographiques de l'autre partie sur leurs territoires respectifs, en tenant compte des règles, pratiques et évolutions internationales dans ce domaine et de leurs capacités respectives.

TITRE V

COOPÉRATION DANS LES DOMAINES DE LA JUSTICE ET DES AFFAIRES INTÉRIEURES

ARTICLE 24

État de droit, coopération juridique et maintien de l'ordre

1. Dans le cadre de leur coopération en matière de justice et d'affaires intérieures, les parties accordent une importance particulière à la consolidation de l'état de droit et au renforcement des institutions à tous les niveaux, dans les domaines de l'application de la loi ainsi que de l'administration de la justice, y compris du système pénitentiaire.

2. Dans le cadre de leur coopération, les parties échangent des informations sur les systèmes juridiques et la législation. Elles accordent une attention particulière aux droits des femmes et d'autres groupes vulnérables, ainsi qu'à la protection et à l'application de ces droits.

3. Les parties conviennent de coopérer pour promouvoir de plus amples réformes des forces de police afghanes. L'Afghanistan prendra des mesures pour instaurer les meilleures pratiques en matière de maintien de l'ordre civil. L'Union continuera à soutenir le développement du secteur de la justice et de la police nationale afghane, y compris le financement des forces de police dans le cadre du programme indicatif pluriannuel 2014-2020, conformément aux définitions du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE sur les activités éligibles.

4. Les parties conviennent de coopérer en vue de moderniser le secteur de la sécurité en Afghanistan:

a) en consolidant l'appareil judiciaire et le secteur de la justice, y compris le système pénitentiaire, l'accent étant mis en particulier sur le renforcement de l'indépendance du pouvoir judiciaire;

b) en renforçant l'efficacité du maintien de l'ordre civil en Afghanistan;

c) en améliorant le cadre juridique et institutionnel dans ce domaine; et

d) en renforçant les capacités en matière d'élaboration et de mise en œuvre des politiques dans les secteurs de la justice et de la sécurité en Afghanistan.

ARTICLE 25

Coopération dans la lutte contre la criminalité organisée et la corruption

Les parties conviennent de coopérer pour lutter contre la criminalité organisée, économique et financière, et la corruption. La coopération vise en particulier à mettre en œuvre et à promouvoir les normes et les instruments internationaux pertinents, tels que la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée et ses protocoles, et la convention des Nations unies contre la corruption. Les parties accordent une attention particulière aux liens entre la criminalité organisée, d'une part, et le trafic de stupéfiants, de précurseurs, de matières dangereuses et d'armes ainsi que la traite d'êtres humains et le trafic de migrants, d'autre part. Elles échangent des informations sur toutes les questions relatives à la lutte contre les activités criminelles.

ARTICLE 26

Lutte contre les drogues illicites

1. Les parties coopèrent en vue de parvenir à une approche équilibrée, complète et intégrée du problème des stupéfiants.

2. Les politiques et les mesures dans le domaine des stupéfiants visent à renforcer les structures afin de lutter contre les drogues illicites et de réduire l'offre, le trafic et la demande de celles-ci, ainsi qu'à faire face aux conséquences sanitaires et sociales de la toxicomanie. Les parties coopèrent afin de prévenir la production illicite de stupéfiants et le détournement de précurseurs chimiques.

3. Conformément à cette approche conjointe, les parties veillent à ce qu'une place importante soit accordée à la lutte contre les drogues illicites dans tous les secteurs de coopération pertinents, notamment ceux qui ont trait à l'application de la loi, à la promotion de moyens d'existence licites, à la réduction de la demande de stupéfiants et à la réduction des risques et des dommages.

4. La coopération entre les parties comprend une assistance technique et administrative à l'Afghanistan dans les domaines visés au paragraphe 3, et notamment:

a) la rédaction d'actes législatifs et l'élaboration de politiques;

b) la création d'institutions et de centres d'information au niveau national;

c) le soutien à l'action menée par la société civile en matière de stupéfiants et aux efforts visant à réduire la demande et les dommages, tels que le traitement de la toxicomanie et les programmes de désintoxication;

d) la formation du personnel;

e) la recherche en matière de stupéfiants; et

f) la prévention du trafic et du détournement de précurseurs utilisés pour la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes illicites.

Les parties peuvent convenir d'inclure d'autres domaines.

5. Dans le cadre de leurs législations respectives, les parties coopèrent pour démanteler les réseaux criminels transnationaux participant à la production et au trafic de drogues illicites, entre autres par l'échange d'informations et de renseignements, la formation et l'échange de bonnes pratiques, notamment de techniques d'enquête spéciales. Un effort particulier est consenti pour lutter contre l'infiltration de l'économie licite par les criminels.

6. Une coopération régionale destinée à lutter contre le trafic de stupéfiants devrait compléter cette approche, y compris au moyen de contacts diplomatiques et dans des enceintes régionales auxquelles participent les parties, telles que celles visées à l'article 48.

7. Les parties s'entendent sur les modalités de la coopération à mettre en œuvre en vue d'atteindre ces objectifs. Les actions se fondent sur des principes communs conformes aux conventions internationales pertinentes, de la déclaration politique et de la déclaration sur les orientations à suivre pour réduire la demande de stupéfiants adoptées lors de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur les drogues en juin 1998, de la déclaration politique et du plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue, adoptée en mars 2009 lors du débat de haut niveau de la 52^{e} session de la commission des stupéfiants des Nations unies, et de la déclaration de la troisième conférence ministérielle des partenaires du Pacte de Paris sur la lutte contre le trafic illicite d'opiacés en provenance d'Afghanistan.

ARTICLE 27

Coopération en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

1. Les parties conviennent de coopérer pour empêcher que leurs systèmes financiers et certaines activités et professions du secteur non-financier ne servent au blanchiment de capitaux provenant d'activités criminelles et au financement du terrorisme.

2. Les parties conviennent de promouvoir des mesures d'assistance technique et administrative ayant pour objet l'élaboration et la mise en œuvre de réglementations et le bon fonctionnement des mécanismes destinés à lutter contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. La coopération vise notamment à permettre des échanges d'informations utiles dans le cadre des législations respectives des parties et l'adoption de normes appropriées et reconnues au niveau international pour lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, équivalant à celles adoptées par l'Union et les organismes internationaux actifs dans ce domaine, comme le Groupe d'action financière (GAFI).

ARTICLE 28

Coopération dans le domaine des migrations

1. Les parties conviennent de coopérer afin d'empêcher les flux migratoires irréguliers de leur territoire vers le territoire de l'autre partie.

2. Les parties réaffirment l'importance d'une gestion conjointe des flux migratoires entre l'Afghanistan et l'Union et s'engagent à entamer un dialogue approfondi et à coopérer sur les questions liées aux migrations, conformément à l'approche globale de l'Union sur la question des migrations et de la mobilité et aux conventions internationales applicables. Ce dialogue et cette coopération portent sur des questions relatives à l'asile, aux relations entre la migration et le développement, à l'immigration régulière et irrégulière, au retour et à la réadmission des migrants, aux visas, à la gestion des frontières, à la sécurité des documents, ainsi qu'à la lutte contre la traite d'êtres humains et le trafic de migrants.

3. La coopération dans les domaines relevant du présent article peut aussi porter sur des mesures de renforcement des capacités.

4. Les parties conviennent de conclure, à la demande de l'une d'elles, un accord régissant les obligations spécifiques leur incombant en matière de réadmission, notamment des dispositions relatives aux ressortissants d'autres pays et aux apatrides.

ARTICLE 29

Protection consulaire

L'Afghanistan accepte que les autorités consulaires et diplomatiques de tout État membre de l'Union européenne représenté offrent une protection à tout ressortissant d'un État membre de l'Union européenne ne disposant pas, en Afghanistan, d'une représentation permanente effectivement en mesure d'assurer une protection consulaire dans une situation donnée, et ce dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux ressortissants de l'État membre de l'Union européenne représenté.

ARTICLE 30

Protection des données à caractère personnel

1. Les parties conviennent de coopérer pour augmenter le niveau de protection des données à caractère personnel en tenant compte des normes internationales les plus strictes, notamment celles contenues dans les lignes directrices des Nations unies pour la réglementation des dossiers informatisés de données à caractère personnel adoptées en vertu de la résolution 45/95 de l'Assemblée générale des Nations unies du 14 décembre 1990.

2. La coopération en matière de protection des données à caractère personnel peut notamment inclure une assistance technique sous la forme d'un échange d'informations et d'expertise.

TITRE VI

COOPÉRATION SECTORIELLE

ARTICLE 31

Modernisation de l'administration publique

Les parties conviennent de coopérer en vue de mettre sur pied une fonction publique professionnelle, indépendante et efficace en Afghanistan, aux niveaux national et infranational. La coopération dans ce domaine est axée en priorité sur la formation et le renforcement des capacités et vise à:

a) améliorer l'efficacité organisationnelle;

b) renforcer l'efficacité des institutions au niveau de la prestation de services;

c) garantir une gestion transparente des finances publiques et l'obligation de rendre des comptes;

d) améliorer le cadre juridique et institutionnel; et

e) améliorer l'élaboration et la mise en œuvre des politiques.

ARTICLE 32

Gestion des finances publiques

Conformément à l'article 31, les parties renforcent leur coopération sur les questions relatives à la gestion des finances publiques en Afghanistan. La coopération est axée en priorité sur:

a) la gestion du budget aux niveaux national et infranational;

b) la transparence des flux financiers entre autorités budgétaires ainsi qu'entre ces autorités et les bénéficiaires et destinataires de ces flux;

c) la surveillance, notamment par les instances parlementaires et des organismes d'audit indépendants; et

d) les mécanismes visant à remédier efficacement et rapidement à toute irrégularité dans l'utilisation des fonds publics.

L'Union fournit, au besoin, un soutien dans ces domaines, l'accent étant mis sur le développement des capacités et l'assistance technique.

ARTICLE 33

Bonne gouvernance dans le domaine de la fiscalité

En vue de renforcer et de développer leurs activités économiques tout en tenant compte de la nécessité d'élaborer un cadre réglementaire approprié, les parties reconnaissent les principes de bonne gouvernance en matière de fiscalité et s'engagent à les appliquer. Elles s'efforcent de coopérer à cet effet, en particulier pour faciliter la perception des recettes fiscales en Afghanistan et pour aider ce pays à mettre en place des mesures visant à garantir la mise en œuvre effective de ces principes.

ARTICLE 34

Services financiers

1. Les parties conviennent de renforcer leur coopération afin d'améliorer la comptabilité ainsi que les systèmes de surveillance et de réglementation dans les domaines de la banque et de l'assurance, et dans d'autres segments du secteur financier.

2. Les parties coopèrent afin de développer, en Afghanistan, les cadres juridique et réglementaire ainsi que les infrastructures et les ressources humaines et d'introduire une gouvernance d'entreprise et des normes comptables internationales sur le marché afghan des capitaux.

ARTICLE 35

Statistiques

1. Les parties conviennent de mettre en place et de développer plus avant les capacités statistiques en favorisant l'harmonisation de la méthodologie statistique et en utilisant les meilleures pratiques issues de l'expérience de l'Union, notamment en matière de perception et de diffusion d'informations statistiques. Cela leur permettra ainsi d'utiliser, sur une base mutuellement acceptable, des statistiques concernant tout domaine quel qu'il soit couvert par le présent accord et qui se prête à la perception, au traitement, à l'analyse et à la diffusion de données statistiques.

2. La coopération dans le domaine des statistiques est axée sur l'échange de connaissances ainsi que l'encouragement des bonnes pratiques et le respect des principes fondamentaux de la statistique officielle des Nations unies et du code de bonnes pratiques de la statistique européenne, en vue d'améliorer la qualité des statistiques.

ARTICLE 36

Gestion des risques de catastrophes

1. Les parties conviennent de renforcer leur coopération en matière de gestion des risques de catastrophes. La priorité est donnée à des mesures préventives et à des approches proactives en matière de gestion des dangers et des risques et en vue de réduire les risques et les vulnérabilités liés aux catastrophes naturelles.

2. La coopération dans ce domaine peut être axée sur:

a) la réduction des risques de catastrophes, l'accent étant mis sur la résilience, la prévention et l'atténuation des risques;

b) la gestion des connaissances, l'innovation, la recherche et l'éducation pour instaurer une culture de la sécurité et de la résilience à tous les niveaux;

c) l'évaluation et le suivi des risques de catastrophes ainsi que les réactions en cas de catastrophe; et

d) le soutien au développement des capacités de gestion des risques.

ARTICLE 37

Ressources naturelles

1. Les parties conviennent d'améliorer la coopération et de renforcer les capacités en matière d'exploitation, de développement, de traitement et de commercialisation des ressources naturelles.

2. Cette coopération porte sur le développement durable des ressources naturelles en renforçant le cadre réglementaire, la protection de l'environnement et la réglementation en matière de sécurité. Afin de promouvoir une plus grande coopération et une meilleure compréhension mutuelle, chaque partie peut demander l'organisation de réunions ad hoc sur des questions relatives aux ressources naturelles.

3. Conformément au titre IV, les parties coopèrent en vue de créer un environnement transparent propice aux investissements directs étrangers, en particulier dans le secteur minier.

4. Tenant compte de leurs politiques et objectifs économiques respectifs et cherchant à favoriser les échanges, les parties conviennent de faire progresser la coopération en matière de suppression des obstacles au commerce des ressources naturelles.

5. À la demande de l'une des parties, toute question concernant le commerce des ressources naturelles peut être posée et examinée au cours des réunions du comité mixte, conformément à l'article 49.

ARTICLE 38

Éducation, recherche, jeunesse et formation professionnelle

1. Les parties conviennent de promouvoir la coopération dans les domaines de l'éducation, de la recherche, de la jeunesse et de la formation professionnelle. Elles conviennent de mener des actions de sensibilisation sur les possibilités d'études dans l'Union et en Afghanistan.

2. Les parties encouragent par ailleurs l'adoption de mesures visant à:

a) créer des liens entre leurs établissements d'enseignement supérieur respectifs, leurs agences spécialisées et leurs organisations de jeunes;

b) promouvoir l'échange d'informations et de savoir-faire, la mobilité des étudiants, des jeunes et des éducateurs, des chercheurs, des universitaires et d'autres experts; et

c) soutenir le renforcement des capacités et le développement de la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage, mettant à profit toute autre expérience utile acquise dans ce domaine.

3. Les parties conviennent de promouvoir la mise en œuvre de programmes dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la jeunesse, tels que le programme Erasmus+ de l'Union, et dans le domaine de la mobilité et de la formation des chercheurs, tels que les actions Marie Skłodowska-Curie, et d'inciter leurs établissements d'enseignement à coopérer à des programmes conjoints en vue de favoriser la coopération et la mobilité universitaires et d'encourager la coopération entre organisations de jeunes, notamment en améliorant la mobilité des jeunes et des éducateurs dans le cadre de l'enseignement et de l'apprentissage non formels.

4. La coopération en matière de recherche est encouragée, notamment par le biais d'Horizon 2020, le programme-cadre de l'Union pour la recherche et l'innovation (2014-2020).

ARTICLE 39

Énergie

1. Les parties s'emploient à renforcer leur coopération dans le secteur énergétique, en vue d'améliorer la production, la fourniture et l'utilisation de l'énergie en Afghanistan, notamment mais pas uniquement au moyen:

a) de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et de l'efficacité énergétique;

b) d'une coopération technologique renforcée; et

c) de la formation professionnelle.

2. Les parties reconnaissent qu'un cadre transparent, non discriminatoire, ne créant pas de distorsions et fondé sur des règles est le meilleur moyen de créer un environnement propice aux investissements directs étrangers dans le secteur de l'énergie.

ARTICLE 40

Transports

Les parties conviennent de coopérer activement dans des domaines d'intérêt mutuel ayant trait à tous les modes de transport, en particulier l'aviation et les connexions intermodales, notamment en vue:

a) de faciliter la circulation des biens et des passagers;

b) de garantir la sûreté, la sécurité et la protection de l'environnement;

c) de former du personnel; et

d) d'accroître les possibilités d'investissement, en vue de promouvoir le développement économique au moyen de liaisons de transport améliorées dans toute la région.

ARTICLE 41

Emploi et développement social

1. Dans le cadre de l'article 12, les parties conviennent de coopérer dans les domaines de l'emploi et du développement social, notamment en ce qui concerne le développement du marché du travail et l'emploi des jeunes, la santé et la sécurité au travail, l'égalité entre les hommes et les femmes et le travail décent.

2. La coopération peut revêtir, entre autres, les formes suivantes: des programmes et des projets spécifiques, définis d'un commun accord, et un dialogue, une coopération et des initiatives sur des sujets d'intérêt commun au niveau bilatéral ou multilatéral, par exemple dans le cadre de l'OIT.

ARTICLE 42

Agriculture, développement rural, bétail et irrigation

Les parties conviennent de coopérer afin de développer les capacités de l'Afghanistan dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et des moyens de subsistance des communautés rurales. Cette coopération porte notamment sur:

a) une politique agricole et une augmentation de la productivité agricole visant à garantir la sécurité alimentaire;

b) conformément au titre IV, les possibilités d'encourager l'agro-industrie et le commerce des produits agricoles, notamment des plantes, des animaux, du bétail et de leurs produits, en vue de favoriser le développement des entreprises, tout particulièrement celles du secteur rural;

c) le bien-être des animaux et du bétail;

d) le développement rural;

e) les échanges d'expériences et les réseaux de coopération entre agents locaux ou opérateurs économiques, en particulier dans des domaines tels que la recherche et les transferts de technologie;

f) le développement des politiques ayant trait à la santé et à la qualité des plantes, des animaux et du bétail;

g) les propositions et les initiatives de coopération soumises aux organisations agricoles internationales;

h) le développement d'une agriculture durable et respectueuse de l'environnement comprenant la production végétale, les biocarburants et le transfert de biotechnologies;

i) la protection des variétés végétales, la technologie des semences et les biotechnologies agricoles;

j) le développement de bases de données et un réseau d'information sur l'agriculture et le bétail; et

k) la formation dans les domaines agricole et vétérinaire.

ARTICLE 43

Environnement et changement climatique

1. Les parties coopèrent en vue d'aider l'Afghanistan à instaurer un niveau élevé de protection de l'environnement et favorisent la conservation et la gestion des ressources naturelles et de la biodiversité, notamment des forêts, dans l'intérêt du développement durable ainsi que de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets.

2. Les parties s'efforcent d'œuvrer en faveur de la ratification, de la mise en œuvre et du respect des accords multilatéraux dans les domaines de l'environnement et du changement climatique.

3. Les parties s'efforcent de renforcer la coopération en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, l'accent étant mis en particulier sur les ressources en eau.

ARTICLE 44

Santé publique

Les parties conviennent que leur coopération portera sur la réforme du secteur de la santé ainsi que sur la prévention des grandes maladies et la lutte contre celles-ci, notamment en favorisant la mise en œuvre d'accords internationaux dans le domaine de la santé. Elles s'efforcent, par ailleurs, d'élargir l'accès aux soins de santé de base en Afghanistan, d'améliorer la qualité des services de santé pour les groupes vulnérables, en particulier les femmes et les enfants, de favoriser l'accès à une eau propre et à des installations sanitaires et de renforcer l'hygiène.

ARTICLE 45

Culture

1. Les parties conviennent de promouvoir la coopération dans le domaine des affaires culturelles afin de renforcer la compréhension mutuelle et la connaissance de leurs cultures respectives. À cet effet, elles soutiennent et encouragent la mise en œuvre d'actions pertinentes par la société civile. Elles respectent la diversité culturelle.

2. Les parties s'efforcent de prendre des mesures appropriées pour promouvoir les échanges culturels et mener des initiatives communes dans divers domaines culturels, y compris en ce qui concerne la coopération en matière de sauvegarde du patrimoine.

3. Les parties conviennent de se consulter et de coopérer au sein des enceintes internationales compétentes, telles que l'Unesco, afin de poursuivre des objectifs communs tels que la promotion de la diversité culturelle et la sauvegarde du patrimoine culturel. En ce qui concerne la diversité culturelle, elles conviennent également de promouvoir la mise en œuvre de la convention de l'Unesco de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

ARTICLE 46

Société de l'information

Reconnaissant que les technologies de l'information et de la communication (TIC) constituent des éléments fondamentaux de la vie moderne et sont essentielles au développement socio-économique, les parties échangent leurs vues en ce qui concerne leurs politiques respectives en la matière afin de soutenir le développement économique, et notamment la connectivité pour l'éducation et la recherche. Elles examinent, s'il y a lieu, le meilleur moyen de coopérer dans ce domaine, en particulier en ce qui concerne le commerce des produits liés aux TIC, les aspects réglementaires des communications électroniques et d'autres questions relatives à la société de l'information.

ARTICLE 47

Politique de l'audiovisuel et des médias

Les parties favoriseront, soutiendront et faciliteront les échanges, la coopération et le dialogue entre leurs institutions et agents concernés dans les domaines de l'audiovisuel et des médias. Elles conviennent d'instaurer un dialogue régulier dans ces domaines.

TITRE VII

COOPÉRATION RÉGIONALE

ARTICLE 48

Coopération régionale

1. Les parties reconnaissent que des initiatives de coopération régionale sont nécessaires pour restaurer le rôle de l'Afghanistan en tant que pont terrestre entre l'Asie centrale, l'Asie du sud et le Proche-Orient et pour stimuler la croissance économique et renforcer la stabilité politique dans la région. Dans cette perspective, elles conviennent d'œuvrer ensemble à la promotion de la coopération régionale par des mesures soutenant les efforts de renforcement des capacités du gouvernement afghan, et plus particulièrement du ministère des affaires étrangères. Le renforcement des capacités permettra au gouvernement de jouer un rôle accru au sein de l'ensemble des organisations, enceintes et processus régionaux. Cette coopération peut notamment prendre la forme de mesures de renforcement des capacités et de la confiance, telles que des programmes de formation, des ateliers et des séminaires, des échanges d'experts, des études et d'autres actions définies par les parties.

2. Les parties se félicitent du processus d'Istanbul et réaffirment leur soutien à cette initiative importante qui vise à promouvoir la coopération politique entre l'Afghanistan et ses voisins, notamment au moyen de mesures de confiance, comme convenu lors de la conférence ministérielle "cœur de l'Asie", qui s'est tenue à Kaboul le 14 juin 2012. L'Union soutient les efforts déployés par l'Afghanistan pour garantir la mise en œuvre effective des mesures de confiance et d'autres engagements régionaux.

3. Les parties conviennent, par ailleurs, de promouvoir la coopération régionale par leurs contacts diplomatiques et au sein des enceintes régionales auxquelles elles participent.

TITRE VIII

CADRE INSTITUTIONNEL

ARTICLE 49

Comité mixte

1. Il est institué un comité mixte, composé de représentants des parties du niveau le plus élevé possible, dont les tâches sont les suivantes:

a) veiller au bon fonctionnement et à la bonne application du présent accord;

b) définir les priorités au regard des objectifs du présent accord;

c) suivre le développement de l'ensemble des relations que les parties entretiennent et formuler des recommandations pour promouvoir les objectifs du présent accord;

d) demander, s'il y a lieu, des informations à des comités ou d'autres instances institués en vertu d'autres accords entre les parties et examiner tous les rapports qu'ils lui soumettent;

e) échanger des avis et faire des suggestions sur tout sujet présentant un intérêt commun, notamment les actions futures et les ressources disponibles pour les réaliser;

f) résoudre les différends liés à l'application ou à l'interprétation du présent accord; et

g) examiner toutes les informations présentées par l'une ou l'autre partie en ce qui concerne le respect des obligations et mener des consultations en vue de trouver une solution à tout différend, conformément à l'article 54.

2. Le comité mixte se réunit normalement tour à tour à Kaboul et à Bruxelles, à des dates fixées d'un commun accord. Des sessions extraordinaires du comité mixte peuvent également être convoquées d'un commun accord entre les parties. La présidence du comité mixte est exercée alternativement par chacune des parties. L'ordre du jour des réunions du comité mixte est établi d'un commun accord entre les parties.

3. Le comité mixte peut décider de constituer des comités spéciaux ou des groupes de travail pour l'assister dans l'accomplissement de ses tâches. Il en détermine la composition, la mission et le fonctionnement.

4. Le comité mixte assure le bon fonctionnement de tout accord ou protocole sectoriel que les parties concluent dans le cadre du présent accord.

5. Le comité mixte adopte son règlement intérieur.

TITRE IX

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 50

Moyens de coopération

Pour autant que leurs réglementations, procédures et moyens respectifs le leur permettent, l'Union fournit une assistance technique et financière à l'Afghanistan pour lui permettre de mettre en œuvre la coopération exposée dans le présent accord et l'Afghanistan met à disposition les moyens nécessaires, y compris financiers, afin de veiller à ce que les objectifs fixés soient atteints.

ARTICLE 51

Coopération en matière de lutte contre la fraude

1. Les parties mettent en place une assistance financière conformément aux principes de bonne gestion financière et coopèrent pour protéger leurs intérêts financiers. Elles prennent des mesures effectives pour prévenir et combattre la fraude, la corruption et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers.

2. Tout autre accord ou instrument financier devant être conclu par les parties dans le cadre de la mise en œuvre du présent accord contient des clauses spécifiques de coopération financière concernant les contrôles, inspections et vérifications sur place ainsi que les actions de lutte contre la fraude, notamment ceux menés par la Cour des comptes européenne et l'Office européen de lutte antifraude.

3. Aux fins de la bonne mise en œuvre du présent article, les autorités compétentes des parties échangent des informations et, à la demande de l'une des parties, mènent des consultations conformément à la législation applicable.

4. Les autorités afghanes vérifient régulièrement que les actions financées à l'aide de fonds de l'Union ont été exécutées correctement. Elles prennent des mesures appropriées pour prévenir la fraude, la corruption et toute autre activité illégale portant atteinte à ces fonds. Elles informent la Commission européenne de toute mesure en ce sens.

5. Les autorités afghanes transmettent sans attendre à la Commission européenne toute information dont elles auraient connaissance concernant des cas suspectés ou avérés de fraude, de corruption ou de toute autre activité illégale en rapport avec l'exécution des fonds de l'Union. En cas de soupçon de fraude ou de corruption, l'Office européen de lutte antifraude est également informé. Les autorités afghanes informent également la Commission européenne de toute mesure prise en rapport avec des faits communiqués en vertu du présent paragraphe.

6. Les autorités afghanes veillent à ce que les cas présumés ou avérés de fraude, de corruption et de toute autre activité illégale portant atteinte aux fonds de l'Union fassent l'objet d'enquêtes et de poursuites. L'Office européen de lutte antifraude peut, si besoin est, aider les autorités afghanes compétentes dans l'accomplissement de cette tâche.

7. Conformément à la législation de l'Union, et en vue de protéger exclusivement les intérêts financiers de cette dernière, l'Office européen de lutte antifraude est autorisé, sur demande, à effectuer des contrôles et des inspections sur place en Afghanistan. Ceux-ci sont préparés et effectués en étroite cooopération avec les autorités afghanes compétentes. Les autorités afghanes fournissent à l'Office européen de lutte antifraude toute aide dont il a besoin pour s'acquitter de ses tâches.

8. L'Office européen de lutte antifraude et les autorités afghanes compétentes peuvent convenir d'intensifier leur coopération en matière de lutte contre la fraude, notamment en concluant des arrangements d'ordre opérationnel.

ARTICLE 52

Développement futur de l'accord

Chaque partie peut émettre des suggestions afin d'élargir le champ de la coopération au titre du présent accord, en tenant compte de l'expérience acquise au cours de sa mise en œuvre.

ARTICLE 53

Autres accords

1. Sans préjudice des dispositions applicables du traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ni le présent accord ni aucune action réalisée dans le cadre de ce dernier n'a d'incidence sur le pouvoir des États membres de l'Union européenne de coopérer au niveau bilatéral avec l'Afghanistan ou de conclure, s'il y a lieu, de nouveaux accords bilatéraux et de coopération avec ce pays. Le présent accord n'affecte pas l'application ou la mise en œuvre des engagements pris par chaque partie dans le cadre de ses relations avec des tiers.

2. Les parties peuvent compléter le présent accord par la conclusion d'accords spécifiques dans tout domaine de coopération relevant de son champ d'application. De tels accords spécifiques font partie intégrante des relations bilatérales générales régies par le présent accord et font partie d'un cadre institutionnel commun.

ARTICLE 54

Respect des obligations

1. Chaque partie peut saisir le comité mixte de tout différend portant sur l'application ou sur l'interprétation du présent accord.

2. Si l'une des parties considère que l'autre a manqué à une obligation qui lui incombe en vertu du présent accord, elle peut prendre des mesures appropriées en lien avec le présent accord ou tout accord spécifique visé à l'article 53, paragraphe 2.

3. Elle fournit préalablement au comité mixte, sauf en cas d'urgence spéciale, tous les éléments d'information nécessaires à un examen approfondi de la situation en vue de la recherche d'une solution acceptable par les parties.

4. Il y a lieu de choisir en priorité les mesures appropriées qui perturbent le moins le fonctionnement du présent accord ou de tout accord spécifique visé à l'article 53, paragraphe 2. Ces mesures sont notifiées immédiatement à l'autre partie et font l'objet de consultations au sein du comité mixte à la demande de l'autre partie.

5. Les parties conviennent, aux fins de l'interprétation correcte et de l'application pratique du présent accord, que les "cas d'urgence spéciale" visés au paragraphe 3 font référence aux cas de violation substantielle du présent accord par l'une des parties. Par "violation substantielle" du présent accord, il faut entendre:

a) une dénonciation du présent accord non sanctionnée par les règles générales du droit international; ou

b) la violation d'un des éléments essentiels du présent accord, tels qu'ils sont mentionnés à l'article 2, paragraphe 3, et à l'article 9, paragraphe 2.

ARTICLE 55

Facilités

Pour faciliter la coopération dans le cadre du présent accord, les parties conviennent d'accorder aux fonctionnaires et experts participant à la mise en œuvre de la coopération les facilités nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches, conformément aux règles et réglementations internes respectives des parties.

ARTICLE 56

Intérêts en matière de sécurité et divulgation d'informations

1. Les dispositions du présent accord s'appliquent sans préjudice des lois et réglementations respectives des parties en matière d'accès du public à des documents officiels.

2. Aucune disposition du présent accord n'est interprétée de manière à exiger d'une partie qu'elle révèle des informations dont elle considère la divulgation contraire à ses intérêts essentiels en matière de sécurité.

3. Les parties réaffirment leur volonté de protéger toute information classifiée communiquée dans le cadre de leur coopération.

ARTICLE 57

Définition des parties

Aux fins du présent accord, le terme "parties" renvoie, d'une part, soit à l'Union ou à ses États membres, soit à l'Union et à ses États membres, conformément à leurs compétences respectives, et, d'autre part, à l'Afghanistan.

ARTICLE 58

Application territoriale

Le présent accord s'applique, d'une part aux territoires où le traité sur l'Union européenne et le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne s'appliquent, dans les conditions définies dans lesdits traités et, d'autre part, au territoire de l'Afghanistan.

ARTICLE 59

Entrée en vigueur, application provisoire, durée et dénonciation

1. Le présent accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit la date à laquelle les parties se notifient l'achèvement des procédures juridiques nécessaires à cet effet.

2. Nonobstant le paragraphe 1, l'Union et l'Afghanistan conviennent d'appliquer à titre provisoire les parties du présent accord spécifiées par l'Union conformément au paragraphe 3, et dans le respect des procédures et des législations internes respectives, selon le cas.

3. L'application provisoire prend effet le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception des éléments suivants:

a) la notification, par l'Union, de l'accomplissement des procédures nécessaires à cet effet, avec l'indication des parties de l'accord qui sont appliquées à titre provisoire; et

b) le dépôt, par l'Afghanistan, de l'instrument de ratification conformément à ses procédures et à la législation applicable.

4. Le présent accord est conclu pour une période initiale de dix ans. Il est automatiquement reconduit pour de nouvelles périodes successives de cinq ans, à moins qu'une partie ne notifie par écrit à l'autre son intention de ne pas le proroger, six mois avant l'expiration de sa validité.

5. Les modifications au présent accord sont apportées d'un commun accord entre les parties et n'entrent en vigueur que lorsque les parties se sont notifié l'accomplissement des procédures juridiques nécessaires à cet effet.

6. Chaque partie peut mettre fin au présent accord en adressant à l'autre partie une notification écrite de dénonciation. La dénonciation prend effet six mois après la réception de cette notification par l'autre partie.

7. Les notifications faites conformément au présent article sont adressées, selon le cas, au secrétaire général du Conseil de l'Union européenne ou au ministère des affaires étrangères de l'Afghanistan.

ARTICLE 60

Textes faisant foi

Le présent accord est rédigé en double exemplaire en langues allemande, anglaise, bulgare, croate, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, roumaine, slovaque, slovène, suédoise, tchèque, dari et pachtou, tous les textes faisant également foi.

SAMENWERKINGSOVEREENKOMST
INZAKE PARTNERSCHAP EN ONTWIKKELING
TUSSEN DE EUROPESE UNIE
EN HAAR LIDSTATEN, ENERZIJDS,
EN DE ISLAMITISCHE REPUBLIEK AFGHANISTAN, ANDERZIJDS

HET KONINKRIJK BELGIË,

DE REPUBLIEK BULGARIJE,

DE TSJECHISCHE REPUBLIEK,

HET KONINKRIJK DENEMARKEN,

DE BONDSREPUBLIEK DUITSLAND,

DE REPUBLIEK ESTLAND,

IERLAND,

DE HELLEENSE REPUBLIEK,

HET KONINKRIJK SPANJE

DE FRANSE REPUBLIEK

DE REPUBLIEK KROATIË,

DE ITALIAANSE REPUBLIEK,

DE REPUBLIEK CYPRUS,

DE REPUBLIEK LETLAND,

DE REPUBLIEK LITOUWEN,

HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG,

HONGARIJE,

DE REPUBLIEK MALTA,

HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN,

DE REPUBLIEK OOSTENRIJK,

DE REPUBLIEK POLEN,

DE PORTUGESE REPUBLIEK,

ROEMENIË,

DE REPUBLIEK SLOVENIË,

DE SLOWAAKSE REPUBLIEK,

DE REPUBLIEK FINLAND,

HET KONINKRIJK ZWEDEN,

HET VERENIGD KONINKRIJK VAN GROOT-BRITTANNIË EN NOORD-IERLAND,

Verdragsluitende partijen bij het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, hierna "de lidstaten" genoemd, en

DE EUROPESE UNIE, hierna "de Unie" of "de EU",

enerzijds, en

DE ISLAMITISCHE REPUBLIEK AFGHANISTAN, hierna "Afghanistan" genoemd,

anderzijds,

hierna gezamenlijk "de partijen" genoemd,

OPNIEUW BEVESTIGEND hun engagement voor de soevereiniteit, onafhankelijkheid en territoriale integriteit van Afghanistan;

OPNIEUW BEVESTIGEND hun gehechtheid aan de beginselen van het internationaal recht, de doelstellingen en beginselen van het Handvest van de Verenigde Naties, de internationale verdragen en de resoluties van de VN-Veiligheidsraad;

ERKENNEND de historische, politieke en economische banden tussen de partijen;

BEVESTIGEND hun verlangen de samenwerking op te drijven op basis van gedeelde waarden en tot wederzijds voordeel;

OVERWEGENDE de gedeelde beleidsdoelstellingen, waarden en verbintenissen van de partijen, met inbegrip van de eerbiediging van de democratische beginselen, de rechtsstaat, de mensenrechten en goed bestuur;

ERKENNEND dat deze beginselen onlosmakelijk verbonden zijn met ontwikkeling op de lange termijn;

ERKENNEND dat de bevolking van Afghanistan, bij wege van haar legitieme, democratische instellingen en in het kader van de grondwet van Afghanistan, de rechtmatige eigenaar en impulsgever is voor het proces van stabilisering, ontwikkeling en democratisering van het land;

OVERWEGENDE dat de Unie zich ertoe verbindt de inspanningen van Afghanistan te ondersteunen om de ontwikkeling te maximaliseren in de loop van het volgende decennium van verandering;

ONDERSTREPEND de wederzijdse verbintenissen die zijn overeengekomen op de internationale Afghanistan-conferenties in Bonn in december 2011, Tokio in juli 2012 en Londen in december 2014;

OPNIEUW BEVESTIGEND de verbintenis van Afghanistan om zijn bestuur te blijven verbeteren, alsook de verbintenis van de Unie om met Afghanistan een duurzame band aan te gaan;

OVERWEGENDE dat de partijen bijzonder belang hechten aan de omvattende aard van de betrekkingen die zij met deze overeenkomst willen bevorderen;

OPNIEUW BEVESTIGEND hun streven om economische en sociale vooruitgang voor hun bevolking te bevorderen, alsook hun voornemen om hun betrekkingen op gebieden van wederzijds belang te consolideren, te verdiepen en te diversifiëren;

ERKENNEND dat overeenkomstig de grondwet van Afghanistan de emancipatie en de volledige deelname van vrouwen op gelijke basis in alle geledingen van de maatschappij, met inbegrip van participatie in de beleidsvorming in het politieke proces op alle niveaus, fundamenteel zijn voor de verwezenlijking van gelijkheid en vrede;

ERKENNEND het belang van ontwikkelingssamenwerking met ontwikkelingslanden, speciaal lage-inkomenslanden, landen die zich in de nasleep van een conflict bevinden, en landen zonder toegang tot de zee, met het oog op hun duurzame economische groei en ontwikkeling, voor een tijdige en volledige verwezenlijking van internationaal overeengekomen ontwikkelingsdoeleinden, met inbegrip van de millenniumdoelstellingen voor ontwikkeling van de VN en eventuele daarop volgende ontwikkelingsijkpunten die voor Afghanistan zijn vastgesteld, en voor een betere integratie van Afghanistan in de regio;

ERKENNEND dat doeltreffende maatregelen getroffen moeten worden om de integriteit en verantwoordingsplicht te bevorderen, het correcte gebruik van overheidsmiddelen te garanderen en de corruptie te bestrijden;

ERKENNEND dat meer samenwerking tussen de partijen steun moet bieden aan de capaciteit van Afghanistan om de kwaliteit van zijn administratie en bestuur te verbeteren, alsook de transparantie en doeltreffendheid van het beheer van de overheidsfinanciën;

OPNIEUW BEVESTIGEND het belang van coördinatie in de relevante regionale en multilaterale fora, meer bepaald wat betreft de aanpak door de partijen van mondiale problemen en regionale economische samenwerking;

ERKENNEND dat terrorisme een bedreiging is voor hun bevolkingen en hun gemeenschappelijke veiligheid, en uitdrukking gevend aan hun volledige engagement voor de bestrijding van alle vormen van terrorisme, voor het opzetten van doeltreffende internationale samenwerking en instrumenten voor de uitbanning van terrorisme overeenkomstig het internationaal recht, met inbegrip van de mensenrechten en het humanitaire recht;

OPNIEUW BEVESTIGEND hun gezamenlijk engagement voor de bestrijding van de georganiseerde misdaad, met inbegrip van mensenhandel, migrantensmokkel en drugshandel, ook door middel van regionale en internationale mechanismen;

ERKENNEND de bedreiging voor de gezondheid en de veiligheid die uitgaat van verboden verdovende middelen en de noodzaak van een gecoördineerde regionale en internationale samenwerking om de teelt, productie, facilitering en consumptie van, handel in en vraag naar drugs alsook het oneigenlijke gebruik van drugsprecursoren tegen te gaan, en tevens erkennend het belang van alternatieve middelen van bestaan voor de papavertelers in dit verband;

ERKENNEND de noodzaak om internationale ontwapenings- en non-proliferatie-verbintenissen te respecteren;

OVERWEGENDE dat het Internationaal Strafhof een belangrijke ontwikkeling voor vrede en internationale gerechtigheid is, waarmee wordt gestreefd naar effectieve vervolging van de ernstigste misdrijven die de internationale gemeenschap aangaan;

ERKENNEND dat handel en buitenlandse directe investeringen een aanzienlijke rol zullen spelen in de ontwikkeling van Afghanistan en dat de partijen bijzonder belang hechten aan de beginselen en voorschriften van de internationale handel, die onder meer zijn vervat in de Overeenkomst tot oprichting van de Wereldhandelsorganisatie (WTO);

UITDRUKKING GEVEND aan hun volledig engagement om duurzame ontwikkeling over de hele lijn te bevorderen, met inbegrip van milieubescherming en doeltreffende samenwerking voor de aanpak van de klimaatverandering, alsook de doeltreffende bevordering en tenuitvoerlegging van internationaal erkende arbeidsnormen;

ONDERSTREPEND het belang van samenwerking inzake migratie,

ERKENNEND dat bijzondere aandacht nodig is voor de situatie en de grondrechten van vluchtelingen en intern ontheemden, met inbegrip van hun veilige, ordelijke en vrijwillige terugkeer;

WIJZEND op het feit dat, als de partijen in het kader van deze overeenkomst besluiten tot het aangaan van specifieke overeenkomsten op het gebied van vrijheid, veiligheid en recht, die door de Unie zouden worden gesloten krachtens titel V van het derde deel van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, de bepalingen van dergelijke toekomstige specifieke overeenkomsten niet bindend zullen zijn voor het Verenigd Koninkrijk en/of Ierland, tenzij de Unie, samen met het Verenigd Koninkrijk en/of Ierland wat betreft hun respectieve vorige bilaterale betrekkingen, Afghanistan ervan in kennis stelt dat het Verenigd Koninkrijk en/of Ierland gebonden zijn door dergelijke toekomstige specifieke overeenkomsten als deel van de Unie, overeenkomstig Protocol nr. 21 betreffende de positie van het Verenigd Koninkrijk en Ierland ten aanzien van de ruimte van vrijheid, veiligheid en recht, dat aan het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie is gehecht. Evenzo zijn latere interne maatregelen van de Unie die met het oog op de uitvoering van deze overeenkomst krachtens voornoemde titel V zouden worden genomen, niet bindend voor het Verenigd Koninkrijk en/of Ierland, tenzij deze laatsten hun wens te kennen hebben gegeven deel te nemen aan deze maatregelen of deze te aanvaarden overeenkomstig Protocol nr. 21. Voorts wijzende op het feit dat dergelijke toekomstige overeenkomsten of dergelijke latere interne maatregelen van de Unie zouden komen te vallen onder Protocol nr. 22 betreffende de positie van Denemarken dat gehecht is aan voornoemde Verdragen,

ZIJN HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

TITEL I

AARD EN TOEPASSINGSGEBIED

ARTIKEL 1

Toepassingsgebied en doelstellingen

1. Er wordt tussen de partijen een partnerschap ingesteld, binnen de grenzen van hun respectieve bevoegdheden, overeenkomstig hun respectieve regelgeving, procedures en middelen, en met volledige eerbiediging van de internationale regels en normen.

2. Dit partnerschap heeft tot doel de dialoog en de samenwerking te versterken, met het oog op:

a) steun voor vrede en veiligheid in Afghanistan en de regio;

b) steun voor duurzame ontwikkeling, een stabiel en democratisch politiek klimaat, en de integratie van Afghanistan in de wereldeconomie;

c) de instelling van een regelmatige dialoog over politieke kwesties, met inbegrip van de bevordering van de mensenrechten en gelijkheid van mannen en vrouwen en de betrokkenheid van maatschappelijke organisaties;

d) de bevordering van ontwikkelingssamenwerking in het kader van de gezamenlijke verbintenis van de partijen tot uitbanning van armoede en tot doeltreffendheid van de steun;

e) de ontwikkeling van handel en investeringen tussen de partijen, tot wederzijds voordeel en met het oog op samenwerking op alle economische, handels- en investeringsgerelateerde terreinen van wederzijds belang, ter facilitering van duurzame handel en investeringsstromen en ter voorkoming en wegwerking van belemmeringen voor handel en investeringen, op een consistente en complementaire wijze onder eerbiediging van bestaande en toekomstige regionale initiatieven;

f) betere coördinatie tussen de partijen inzake mondiale problemen, meer bepaald door multilaterale oplossingen te bevorderen; alsmede

g) de bevordering van dialoog en samenwerking voor een reeks specifieke sectoren van wederzijds belang, zoals de modernisering van het openbare bestuur en het beheer van de openbare financiën, justitie en binnenlandse zaken, milieu en klimaatverandering, natuurlijke hulpbronnen en grondstoffen, de hervorming van de veiligheidssector, onderwijs en opleiding, energie, vervoer, landbouw en plattelandsontwikkeling, financiële diensten, belastingen, douane, werkgelegenheid en sociale ontwikkeling, gezondheid en veiligheid, statistiek, regionale samenwerking, cultuur, informatietechnologie en de audiovisuele/mediasector.

3. In deze context moet bijzondere aandacht gaan naar capaciteitsopbouw ter ondersteuning van de ontwikkeling van de Afghaanse instellingen en om te garanderen dat Afghanistan ten volle kan gebruikmaken van de kansen die in het kader van deze overeenkomst worden geboden door de grotere samenwerking.

4. De partijen moedigen contacten aan tussen parlementsleden, leden van maatschappelijke organisaties en deskundigen om de doelstellingen van deze overeenkomst te bevorderen, meer bepaald ter ondersteuning van parlementaire en andere democratische instellingen.

5. De partijen streven naar beter wederzijds begrip, onder meer door middel van samenwerking tussen entiteiten, zoals denktanks, de academische wereld, bedrijven en de media, in de vorm van seminars, conferenties, contacten tussen jongeren en andere activiteiten.

ARTIKEL 2

Algemene beginselen

1. De partijen bevestigen dat zij de waarden delen die zijn vastgelegd in het Handvest van de Verenigde Naties.

2. De partijen erkennen dat de bevolking van Afghanistan, bij wege van haar legitieme, democratische instellingen en in het kader van de grondwet van Afghanistan, de rechtmatige eigenaar en impulsgever is voor het proces van stabilisering, ontwikkeling en democratisering van het land.

3. De eerbiediging van de democratische beginselen en de rechten van de mens, zoals deze zijn vastgelegd in de Universele Verklaring van de rechten van de mens en andere desbetreffende internationale mensenrechteninstrumenten, en van het beginsel van de rechtsstaat, ligt ten grondslag aan het binnenlandse en het buitenlandse beleid van de partijen en is een essentieel element van deze overeenkomst.

4. De partijen bevestigen hun engagement om verder samen te werken tot de volledige realisering van internationaal overeengekomen ontwikkelingsdoelstellingen, met inbegrip van de millenniumdoelstellingen voor ontwikkeling, zoals die door Afghanistan zijn aangenomen, en eventuele latere ontwikkelingsdoelstellingen. Hiermede wordt de verantwoordelijkheid erkend van Afghanistan om zijn plannen voor economische en sociale ontwikkeling en voor relevant ontwikkelingsbeleid voor te bereiden en ten uitvoer te leggen, met inbegrip van de nationale prioriteitenprogramma's. De partijen bevestigen in deze context opnieuw hun gehechtheid aan een hoog niveau van milieubescherming, een inclusieve maatschappij en gelijkheid tussen mannen en vrouwen.

5. De partijen bevestigen opnieuw hun gehechtheid aan de beginselen van goed bestuur, met inbegrip van de onafhankelijkheid van parlementen en het gerecht en de strijd tegen corruptie op alle niveaus.

6. De partijen komen overeen dat de samenwerking in het kader van deze overeenkomst zal geschieden overeenkomstig hun eigen wet- en regelgeving.

TITEL II

POLITIEKE SAMENWERKING

ARTIKEL 3

Politieke dialoog

Er wordt tussen de partijen een regelmatige politieke dialoog ingesteld die indien passend op ministerieel niveau kan plaatsvinden. Deze dialoog versterkt de betrekkingen tussen de partijen, vormt een bijdrage tot de ontwikkeling van een partnerschap en versterkt het wederzijdse begrip en de solidariteit. De partijen versterken hun politieke dialoog ter ondersteuning van hun gezamenlijke belangen, met inbegrip van hun respectieve standpunten binnen regionale en internationale fora.

A. SAMENWERKING TEN BEHOEVE VAN DE MENSENRECHTEN, GELIJKHEID TUSSEN MANNEN EN VROUWEN EN MAATSCHAPPELIJKE ORGANISATIES

ARTIKEL 4

Mensenrechten

1. Overeenkomstig artikel 1, lid 2, onder c), en artikel 2, lid 3, komen de partijen overeen samen te werken aan de bevordering en effectieve bescherming van de mensenrechten, ook, waar passend, met betrekking tot de ratificering en tenuitvoerlegging van internationale mensenrechteninstrumenten. In de loop van hun politieke dialoog evalueren de partijen de uitvoering van dit artikel.

2. De in lid 1 bedoelde samenwerking kan onder meer betrekking hebben op:

a) ondersteuning van de ontwikkeling en uitvoering van nationale actieplannen met betrekking tot de mensenrechten;

b) bevordering van en voorlichting over de mensenrechten;

c) versterking van nationale en subnationale mensenrechteninstellingen in Afghanistan;

d) totstandbrenging van een zinvolle, breed gefundeerde mensenrechtendialoog; alsmede

e) versterkte samenwerking met de mensenrechteninstellingen van de Verenigde Naties.

ARTIKEL 5

Gelijkheid van mannen en vrouwen

1. De partijen werken samen aan versterking van beleidsmaatregelen en programma's inzake gelijkheid van mannen en vrouwen, alsook aan institutionele en bestuurlijke capaciteitsopbouw en steun voor de uitvoering van strategieën inzake de gelijkheid van mannen en vrouwen, met inbegrip van de rechten en de emancipatie van vrouwen, met het oog op een evenwaardige deelname van mannen en vrouwen in alle sectoren van het economische, culturele, politieke en sociale leven. Meer bepaald richt zich de samenwerking op een betere toegang voor vrouwen tot de middelen die nodig zijn om hun grondrechten ten volle uit te oefenen, meer bepaald onderwijs.

2. De partijen bevorderen de totstandkoming van een passend kader om:

a) te garanderen dat gendergerelateerde kwesties terdege worden opgenomen in alle ontwikkelingsstrategieën, beleidsmaatregelen en programma's, meer bepaald inzake politieke participatie, gezondheid en geletterdheid; alsmede

b) ervaringen en optimale werkwijzen voor de bevordering van gelijkheid tussen mannen en vrouwen uit te wisselen en positieve maatregelen voor vrouwen te bevorderen.

ARTIKEL 6

Maatschappelijk middenveld

1. De partijen erkennen de rol en mogelijke bijdrage van organisaties uit het maatschappelijk middenveld, met name academici, aan de dialoog en het samenwerkingsproces uit hoofde van deze overeenkomst en komen overeen een effectieve dialoog met maatschappelijke organisaties en hun actieve deelname te stimuleren.

2. De partijen werken samen om de rol van maatschappelijke organisaties te bevorderen, zodat deze:

a) geraadpleegd kunnen worden in het nationale beleidsmakingsproces, volgens democratische beginselen en de bepalingen van de grondwet;

b) kunnen worden ingelicht over overleg dat plaatsvindt in verband met ontwikkelings- en samenwerkingsstrategieën en sectoraal beleid, en aan dergelijk overleg kunnen deelnemen, met name op terreinen die hen betreffen, met inbegrip van alle fasen van het ontwikkelingsproces;

c) financiële middelen kunnen ontvangen, voor zover de interne regelgeving van elke partij dat toestaat, overeenkomstig de beginselen van transparantie en verantwoordingsplicht, en steun voor capaciteitsopbouw op kritieke terreinen; alsmede

d) kunnen deelnemen aan de uitvoering van samenwerkingsprogramma's op gebieden die hen aangaan.

B. VREDESOPBOUW

ARTIKEL 7

Vredesopbouw, conflictpreventie en conflictoplossing

1. De partijen onderstrepen hun engagement om te streven naar vrede en verzoening, onder de leiding van Afghanistan. Zij wijzen op het belang van een inclusief vredesproces op basis van een consensus van alle Afghanen, zoals uitgedrukt op de Jirga voor de vrede van juli 2010 en de traditionele Loya Jirga van november 2011. Zij zijn het erover eens dat de eigen betrokkenheid van het Afghaanse volk en de Afghaanse instellingen bij het vredesproces een voorwaarde voor het succes ervan is, met sterke ondersteuning van de internationale gemeenschap.

2. De partijen bevorderen de dialoog tussen de landen in de regio en daarbuiten zodat zij ten volle hun rol kunnen spelen bij het ondersteunen en faciliteren van het vredesproces.

3. De partijen bevestigen opnieuw de belangrijke rol van vrouwen bij de oplossing van conflicten en bij vredesopbouw. Zij wijzen op het belang van de volledige participatie en betrokkenheid van vrouwen in alle inspanningen om vrede en veiligheid te handhaven en te bevorderen, en de noodzaak om hun rol in de besluitvorming te vergroten met betrekking tot de oplossing van conflicten, overeenkomstig Resolutie 1325(2000) van de VN-Veiligheidsraad.

4. Gezamenlijke activiteiten op dit vlak omvatten onder meer de bevordering van vredesopbouw op de lange termijn in Afghanistan en steun voor een actieve rol van de maatschappelijke organisaties, overeenkomstig de beginselen van de New Deal voor de inzet in fragiele staten.

C. STEUN VOOR INTERNATIONALE VEILIGHEID

ARTIKEL 8

Samenwerking met betrekking tot het Statuut van Rome

De partijen zijn van oordeel dat de doeltreffende werking van het Internationaal Strafhof een belangrijke ontwikkeling is voor de internationale vrede en gerechtigheid. Zij bevestigen opnieuw dat de ernstigste misdrijven waarmee de gehele internationale gemeenschap wordt geconfronteerd in de eerste plaats door nationale maatregelen moeten worden aangepakt in samenwerking met het Internationaal Strafhof. De partijen komen overeen samen te werken aan de bevordering van de universele onderschrijving van het Statuut van Rome door:

a) stappen te zetten, waar passend, tot ratificering van de instrumenten die betrekking hebben op het Statuut van Rome, zoals meer bepaald de overeenkomst inzake de voorrechten en immuniteiten van het Internationaal Strafhof;

b) ervaringen uit te wisselen over de wettelijke aanpassingen die nodig zijn voor de ratificatie en tenuitvoerlegging van het Statuut van Rome; alsmede

c) maatregelen te treffen om de integriteit van het Statuut van Rome te waarborgen.

ARTIKEL 9

Bestrijding van de verspreiding van massavernietigingswapens
en van chemische, biologische, radiologische en nucleaire risico's

1. De partijen zijn van oordeel dat de verspreiding van massavernietigingswapens en overbrengingsmiddelen daarvoor, onder zowel overheids- als niet-overheidsactoren, een van de ernstigste bedreigingen voor de internationale stabiliteit en veiligheid vormt.

2. De partijen komen bijgevolg overeen samen te werken binnen internationale fora om de verspreiding van massavernietigingswapens en overbrengingsmiddelen daarvoor tegen te gaan, door de volledige naleving en nationale tenuitvoerlegging van hun bestaande verplichtingen in het kader van multilaterale verdragen en overeenkomsten op het gebied van ontwapening en non-proliferatie, alsook andere multilaterale overeenkomsten en internationale verplichtingen. De partijen komen overeen dat deze bepaling een essentieel element van deze overeenkomst vormt.

3. De partijen komen daarnaast overeen samen te werken en stappen te zetten voor een versterkte tenuitvoerlegging van voor de partijen geldende internationale instrumenten op het gebied van ontwapening en non-proliferatie van massavernietigingswapens en overbrengingsmiddelen daarvoor, onder meer door middel van het uitwisselen van informatie, kennis en ervaringen.

4. De partijen komen ook overeen samen de verspreiding van massavernietigingswapens en hun overbrengingsmiddelen tegen te gaan door te werken aan de ondertekening en ratificatie van of naargelang van het geval de toetreding tot alle andere relevante internationale instrumenten en de volledige tenuitvoerlegging daarvan.

5. De partijen komen voorts overeen samen te werken aan de instelling van een doeltreffend systeem van nationale exportcontrole om proliferatie tegen te gaan, waarbij zowel de uitvoer als de doorvoer van met massavernietigingswapens verband houdende goederen worden gecontroleerd, met inbegrip van controle vanuit het oogpunt van massavernietigingswapens op het eindgebruik van technologieën voor tweeërlei gebruik en met effectieve sancties op inbreuken op de exportcontrole.

6. De partijen erkennen dat chemische, biologische, radiologische en nucleaire risico's een bijzonder disruptief effect kunnen hebben op de samenleving. Zij erkennen eveneens dat de risico's kunnen voortkomen uit criminele activiteiten (proliferatie, handel), ongevallen (industrie, vervoer, laboratoria), of natuurrampen (pandemieën). Bijgevolg nemen de partijen zich voor samen te werken om de institutionele capaciteit tegen chemische, biologische, radiologische en nucleaire risico's te versterken. Dit kan projecten omvatten in verband met wettelijke, regelgevende, handhavings-, wetenschappelijke en paraatheidskwesties, alsook samenwerking op regionaal niveau.

7. De Unie steunt waar passend deze inspanningen, met bijzondere aandacht voor capaciteitsopbouw en technische bijstand.

ARTIKEL 10

Handvuurwapens en lichte wapens en andere conventionele wapens

1. De partijen erkennen dat de illegale productie en overdracht van en de illegale handel in handvuurwapens en lichte wapens en munitie daarvoor, alsmede de buitensporige accumulatie, het slechte beheer, inadequaat beveiligde voorraden en de ongecontroleerde verspreiding ervan een ernstige bedreiging voor de vrede en de internationale veiligheid blijven vormen.

2. De partijen komen overeen hun verplichtingen met betrekking tot de aanpak van de illegale handel in handvuurwapens en lichte wapens en munitie daarvoor na te komen en volledig ten uitvoer te leggen, overeenkomstig de bestaande internationale verdragen en de resoluties van de VN-Veiligheidsraad, evenals hun verbintenissen in het kader van andere internationale instrumenten op dit gebied, zoals het VN-actieprogramma ter voorkoming, bestrijding en uitbanning van de illegale handel in handvuurwapens en lichte wapens in al zijn aspecten.

3. De partijen onderkennen het belang van binnenlandse controlesystemen voor de overdracht van conventionele wapens in overeenstemming met de geldende internationale normen. De partijen onderkennen dat het van belang is die controles op verantwoordelijke wijze toe te passen en aldus bij te dragen tot de internationale en regionale vrede, veiligheid en stabiliteit, en tot het verminderen van menselijk leed, alsmede tot het voorkomen dat conventionele wapens op de illegale markt belanden.

4. De partijen verplichten zich er daarom toe met elkaar samen te werken en te zorgen voor coördinatie, complementariteit en synergie bij het opstellen of verbeteren van de regelgeving voor de internationale handel in conventionele wapens, en bij het voorkomen, bestrijden en uitroeien van de illegale wapenhandel. Zij komen overeen een reguliere politieke dialoog in te stellen om deze verbintenis te begeleiden en te consolideren.

ARTIKEL 11

Terrorismebestrijding

1. De partijen zijn vastbesloten terrorisme in al zijn vormen te bestrijden, ook in regionale context, met volledige eerbiediging van de rechtsstaat en het internationaal recht, en samen te werken om de verspreiding van extreme ideologieën, en meer bepaald de radicalisering van jongeren, tegen te gaan. De partijen verbinden zich ertoe samen te werken met hun internationale partners voor de omvattende uitvoering van de mondiale strategie voor terrorismebestrijding van de VN.

2. De partijen komen overeen samen te werken inzake aangelegenheden die betrekking hebben op de bestrijding van terroristische activiteiten en informatie uit te wisselen over alle relevante kwesties, als passend en overeenkomstig de nationale en internationale wetgeving. Terrorismebestrijding maakt een belangrijk onderdeel uit van de onderlinge samenwerking. De partijen komen overeen de tenuitvoerlegging van relevante internationale instrumenten en verdragen op dit gebied te bevorderen. In dit verband zal capaciteitsopbouw de relevante gebieden van de strafrechtspleging bestrijken.

TITEL III

ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

ARTIKEL 12

Ontwikkelingssamenwerking

1. De centrale doelstellingen van de ontwikkelingssamenwerking zijn de verwezenlijking van de millenniumdoelstellingen voor ontwikkeling, en eventuele daarop volgende ontwikkelingsijkpunten, de uitbanning van de armoede, duurzame ontwikkeling en de integratie in de wereldeconomie, met bijzondere aandacht voor de meest kwetsbare elementen in de samenleving. De partijen erkennen dat hun samenwerking van essentieel belang is om de ontwikkelingsproblemen van Afghanistan aan te pakken en dat de institutionele opbouw daarvan een fundamenteel onderdeel moet zijn.

2. Bij deze samenwerking wordt rekening gehouden met de sociaal-economische ontwikkelingsstrategieën en -programma's van Afghanistan, meer bepaald de nationale ontwikkelingsstrategie en andere maatregelen die zijn overeengekomen naar aanleiding van internationale conferenties over de ontwikkeling van Afghanistan, zoals de Verklaring van Londen van 2010, het proces van Kabul, de conclusies van de Conferentie van Bonn van december 2011, de Verklaring van Tokio over een partnerschap voor zelfredzaamheid in Afghanistan en het Kader van Tokio voor wederzijdse verantwoording van juli 2012, waarbij ten volle rekening wordt gehouden met de economische en ontwikkelingsstrategie van de regering van Afghanistan, die onder de titel "Realising Self-Reliance: Commitments to Reforms and Renewed Partnership" (Zelfredzaamheid realiseren: verbintenissen voor hervormingen en een vernieuwd partnerschap) op de Conferentie van Londen van 2014 is gepresenteerd.

3. De partijen maken gebruik van ontwikkelingssamenwerking om onder meer de instellingen voor goed bestuur in Afghanistan te versterken en de voorwaarden te creëren voor duurzame ontwikkeling en economische groei op lange termijn, overeenkomstig de nationale prioriteitenprogramma's en de economische en ontwikkelingsstrategie van Afghanistan "Realising Self-Reliance: Commitments to Reforms and Renewed Partnership". Dit zijn de voornaamste instrumenten voor de uitvoering van deze strategie en de verbintenissen die Afghanistan is aangegaan in Bonn, Tokio en Londen. De Unie houdt in haar samenwerking met Afghanistan ten volle rekening met het Kader van Tokio voor wederzijdse verantwoording (of een eventueel gezamenlijk overeengekomen vervolginstrument daarop), alsook, bij het programmeren van de steun, met de verbintenissen, ook financiële, en de gedetailleerde regelingen die in dat kader zijn uiteengezet.

4. De partijen bevestigen het streven om de millenniumdoelstellingen voor ontwikkeling te verwezenlijken, zoals die door Afghanistan zijn aangenomen, en eventuele daarop volgende ontwikkelingsijkpunten, en bevestigen opnieuw hun engagement voor de Verklaring van Parijs over de doeltreffendheid van hulp, de Actie-agenda van Accra en het slotdocument van Busan, meer bepaald met betrekking tot de New Deal voor de inzet in fragiele staten.

5. De partijen komen overeen samenwerkingsactiviteiten te bevorderen, overeenkomstig hun respectieve regelgeving, procedures en middelen, en met volledige eerbiediging van de internationale regels en normen. De partijen komen overeen om hun ontwikkelingssamenwerking te laten overeenstemmen met de vereisten van hun gezamenlijke engagement voor de doeltreffendheid van de steun, op een manier die de eigen verantwoordelijkheid van Afghanistan respecteert, aangepast aan de nationale prioriteiten van Afghanistan, en leidend tot tastbare en duurzame ontwikkelingsresultaten voor de bevolking van Afghanistan en tot economische duurzaamheid op de lange termijn in het land, zoals overeengekomen in de context van de internationale conferenties over Afghanistan. Zij komen overeen het potentieel voor vredesopbouw van de ontwikkelingshulp waar mogelijk te maximaliseren in het kader van de New Deal voor de inzet in fragiele staten.

6. De partijen komen bijgevolg overeen om het effect van hun ontwikkelingssamenwerking regelmatig te evalueren, via het Gemengd Comité dat bij artikel 49 is opgericht, alsook de bijdrage ervan aan de verwezenlijking van de millenniumdoelstellingen voor ontwikkeling, zoals die door Afghanistan zijn aangenomen, en eventuele latere ontwikkelingsdoelstellingen.

7. De volgende aspecten zullen systematisch aan bod komen in alle relevante domeinen van de ontwikkelingssamenwerking: mensenrechten, gelijkheid van mannen en vrouwen, democratie, goed bestuur, milieuduurzaamheid, klimaatverandering, gezondheidszorg, institutionele ontwikkeling en capaciteitsopbouw, anticorruptiemaatregelen, drugsbestrijding, en doeltreffendheid van de hulpverlening.

8. Wat infrastructuurcomponenten betreft, onderzoeken de partijen het gebruik van mechanismen, waaronder mogelijkheden om subsidies en leningen van internationale financiële instellingen te combineren, en andere manieren voor het delen van risico's, met als doel extra middelen te genereren en de impact van de steun van de Unie op die manier te vergroten.

9. De partijen komen overeen dat hun economische samenwerking zo moet ten uitvoer worden gelegd dat de belangen van de meest kwetsbaren in de maatschappij, waaronder vrouwen en kinderen, worden beschermd, met bijzondere aandacht voor gezondheidszorg, onderwijs, landbouw en plattelandsontwikkeling.

10. De partijen komen overeen dat handel duurzame ontwikkeling in al haar dimensies moet ondersteunen en dat de economische, sociale en milieugevolgen van handel moeten worden onderzocht. De partijen komen overeen hun respectieve bedrijven aan te moedigen de hoogst mogelijke standaard van verantwoordelijke zakelijke praktijken aan te houden, overeenkomstig internationaal overeengekomen beginselen en normen, zoals de richtsnoeren van de OESO voor multinationale ondernemingen of het "Global Compact" van de VN.

11. De partijen streven ernaar de doeltreffende uitvoering van de kernnormen van de internationale arbeidsorganisatie (IAO) te bevorderen en versterken hun samenwerking inzake werkgelegenheid en sociale kwesties, met inbegrip van de beginselen van fatsoenlijk werk.

12. De partijen streven er voorts naar beleidsmaatregelen te bevorderen die de beschikbaarheid en de levering van levensmiddelen voor de bevolking en van veevoeder garanderen op een milieuvriendelijke en duurzame manier.

13. De partijen wensen van gedachten te wisselen en samen te werken in alle relevante regionale en internationale fora en organisaties, met inbegrip van de Verenigde Naties en de agentschappen en organisaties daarvan, met het oog op een betere werkverdeling voor de ontwikkelingssamenwerking en de doeltreffendheid van de steun op het terrein.

14. De partijen komen ook overeen op de in dit artikel genoemde gebieden de samenwerking te bevorderen tussen denktanks, academici, niet-gouvernementele organisaties, bedrijven, culturele operatoren en de media, door het opzetten van seminars, conferenties en verwante activiteiten, indien gepast.

TITEL IV

SAMENWERKING INZAKE HANDEL EN INVESTERINGEN

ARTIKEL 13

Commerciële samenwerking

1. De partijen voeren een dialoog over bilaterale en multilaterale handel en handelsgerelateerde kwesties met het oog op de versterking van de bilaterale handelsbetrekkingen en de bevordering van het multilaterale handelssysteem, met inbegrip van steun voor het lidmaatschap van Afghanistan van de WTO.

2. De partijen streven ernaar de verdere ontwikkeling en diversifiëring van hun handelsbetrekkingen zo veel mogelijk en tot wederzijds voordeel te bevorderen. Zij streven naar betere en voorspelbare voorwaarden voor markttoegang door toe te werken naar de afschaffing van handelsbelemmeringen, met name door middel van de tijdige opheffing van niet-tarifaire belemmeringen en restricties die in strijd zijn met de regels van de WTO, en door het nemen van maatregelen ter verbetering van de transparantie, rekening houdend met de werkzaamheden op dit gebied van internationale organisaties waarvan de partijen lid zijn.

3. In de wetenschap dat handel essentieel is voor de ontwikkeling en dat preferentiële handelsregelingen gunstig zijn gebleken voor ontwikkelingslanden, streven de partijen naar een intensiever overleg en meer samenwerking voor de doeltreffende tenuitvoerlegging ervan.

4. De partijen houden elkaar op de hoogte van de ontwikkeling van het handel- en handelsgerelateerd beleid, bijvoorbeeld op het gebied van landbouw, voedselveiligheid, consumentenbescherming en milieu. Zij zullen nagaan hoe hun handelsbetrekkingen en de wederzijdse investeringen kunnen worden versterkt, onder meer, waar passend, door te onderhandelen over andere overeenkomsten van wederzijds belang.

5. De partijen maken ten volle gebruik van het programma "Aid for Trade" (hulp voor handel) en andere relevante programma's, inclusief technische ondersteuning van capaciteitsopbouw, met het oog op het stimuleren van de bilaterale handel en investeringen.

6. De partijen erkennen het belang van de bevordering van regionale economische ontwikkeling overeenkomstig titel VII.

7. De partijen plegen onverwijld overleg overeenkomstig artikel 54 over mogelijke meningsverschillen inzake de toepassing van deze titel.

ARTIKEL 14

Meestbegunstigingsbehandeling

1. De partijen behandelen elkaar in hun handelsbetrekkingen als meestbegunstigde natie overeenkomstig de bepalingen van de Algemene Overeenkomst inzake Tarieven en Handel (GATT) van 1994.

2. De in lid 1 bedoelde behandeling als meestbegunstigde natie heeft geen betrekking op preferenties die door een van beide partijen zijn toegekend krachtens een regeling uit hoofde van overeenkomsten tot oprichting van een douane-unie, en vrijhandelsgebied of een equivalent gebied met voorkeursbehandeling.

ARTIKEL 15

Sanitaire en fytosanitaire vraagstukken

1. De partijen werken samen op het gebied van voedselveiligheid en sanitaire en fytosanitaire vraagstukken, ter bescherming van het leven en de gezondheid van mensen, dieren en planten op hun respectieve grondgebied.

2. De partijen plegen overleg en wisselen informatie uit over hun respectieve maatregelen, als bedoeld in de WTO-Overeenkomst inzake sanitaire en fytosanitaire maatregelen, in het Internationaal Verdrag voor de bescherming van planten, de Wereldorganisatie voor diergezondheid en de Codex Alimentarius.

3. De partijen komen overeen te gaan samenwerken inzake capaciteitsopbouw inzake sanitaire en fytosanitaire vraagstukken. Dergelijke samenwerking moet geschikt zijn voor de behoeften van elke partij en met als doel de betrokken partij te helpen om te voldoen aan de wettelijke eisen van de andere partij.

4. De partijen stellen wanneer een van hen daarom vraagt, een passende dialoog op om sanitaire en fytosanitaire vraagstukken te onderzoeken.

5. De partijen wijzen contactpunten aan voor communicatie over vraagstukken in verband met dit artikel.

ARTIKEL 16

Technische handelsbelemmeringen

De partijen bevorderen het gebruik door Afghanistan van internationale en Europese normen als basis voor technische regelingen en conformiteitsbeoordelingsprocedures. De partijen werken samen en wisselen informatie uit inzake normen, technische regelingen en conformiteitsbeoordelingsprocedures, om aldus te verzekeren dat deze op een transparante en doeltreffende manier worden voorbereid, aangenomen en toegepast en geen onnodige belemmeringen opleveren voor de bilaterale handel.

ARTIKEL 17

Douane

1. De partijen streven naar meer samenwerking tussen de douane-autoriteiten met het oog op een transparante handelsomgeving en om bij te dragen tot meer handel, meer continuïteit van de toeleveringsketen, betere consumentenveiligheid, de afremming van de instroom van goederen die een inbreuk vormen op de intellectuele-eigendomsrechten en de bestrijding van smokkel en fraude.

2. Daartoe wisselen zij met name ervaringen uit en onderzoeken zij de mogelijkheden voor vereenvoudiging van procedures, versterking van transparantie en ontwikkeling van de samenwerking. Ook streven zij naar convergentie van hun standpunten en naar gezamenlijke actie in relevante internationale kaders.

3. Waar passend sluiten de partijen protocollen over douanesamenwerking en wederzijdse administratieve bijstand, binnen het institutionele kader dat in deze overeenkomst is neergelegd, zonder afbreuk te doen aan andere vormen van samenwerking.

4. De partijen werken samen om de douane-administratie van Afghanistan te moderniseren overeenkomstig de relevante internationale verdragen, met het oog op grotere organisatorische efficiëntie en doeltreffendheid voor de verlening van diensten, en onder garandering van het transparante beheer van overheidsmiddelen en van de verantwoordingsplicht. Capaciteitsopbouw maakt een belangrijk onderdeel uit van deze samenwerking.

ARTIKEL 18

Investeringen

1. De partijen moedigen directe buitenlandse investeringen aan door een aantrekkelijk en stabiel investeringsklimaat te creëren. Tot dit doel kunnen zij, indien nodig, een consistente dialoog opzetten om het begrip en de samenwerking over investeringskwesties te vergroten, bestuurlijke mechanismen te onderzoeken om investeringsstromen te vergemakkelijken en stabiele, transparante en stimulerende regels voor investeerders te bevorderen.

2. Om directe buitenlandse investeringen in Afghanistan uit de Unie te bevorderen wijzen de partijen met klem op de rol van de particuliere sector en erkennen zij in dit verband de noodzaak aan maatregelen en stimulansen van de overheid, zoals toegang tot krediet en investeringsgaranties.

ARTIKEL 19

Diensten

De partijen stellen een constructieve dialoog in die onder meer is gericht op:

a) de uitwisseling van informatie over hun respectieve regelgeving;

b) de bevordering van de toegang tot elkaars markten;

c) de bevordering van de toegang tot kapitaal en technologie; alsmede

d) de bevordering van de handel in diensten tussen de partijen en op markten in derde landen.

ARTIKEL 20

Kapitaalverkeer

De partijen streven naar een versoepeling van het kapitaalverkeer om de doelstellingen van deze overeenkomst te bevorderen.

ARTIKEL 21

Overheidsopdrachten

De partijen werken samen om een doeltreffend en modern systeem voor overheidsopdrachten in Afghanistan in te stellen, overeenkomstig internationaal overeengekomen beginselen met betrekking tot transparantie en aanbestedingsprocedures en met betrekking tot de bevordering van een eerlijke en optimale kostenefficiëntie bij overheidsaankopen.

ARTIKEL 22

Transparantie

De partijen erkennen het belang van transparantie en van een behoorlijke rechtsgang in het beheer van hun handelsgerelateerde wet- en regelgeving. Tot dit doel passen zij artikel X van de Algemene Overeenkomst inzake Tarieven en Handel (GATT) van 1994 en artikel III van de Algemene Overeenkomst inzake de handel in diensten toe.

ARTIKEL 23

Intellectuele-eigendomsrechten

1. De partijen komen overeen intellectuele-eigendomsrechten te beschermen en te handhaven, inclusief geografische aanduidingen, overeenkomstig de bepalingen van de internationale overeenkomsten waarbij zij partij zijn.

2. De partijen werken samen om elk type misbruik van intellectuele-eigendomsrechten, inclusief geografische aanduidingen, te voorkomen en namaak en piraterij te bestrijden. Zij komen overeen dit mogelijk te maken door douanesamenwerking en andere geschikte vormen van administratieve samenwerking, onder meer door het opzetten en versterken van organisaties voor de controle en de bescherming van deze rechten en door meer samenwerking om de bescherming en registratie van hun respectieve geografische aanduidingen op hun respectieve grondgebied op passende wijze te vergemakkelijken, rekening houdend met internationale voorschriften, praktijken en ontwikkelingen op dit gebied en met hun respectieve capaciteit.

TITEL V

SAMENWERKING OP HET GEBIED VAN JUSTITIE EN BINNENLANDSE ZAKEN

ARTIKEL 24

Rechtsstaat, juridische samenwerking en politie

1. Bij de samenwerking op het gebied van justitie en binnenlandse zaken schenken de partijen bijzondere aandacht aan de consolidering van de rechtsstaat en versterking van de instellingen op alle niveaus op het vlak van de rechtshandhaving en rechtsbedeling, met inbegrip van het gevangeniswezen.

2. Bij hun samenwerking wisselen de partijen informatie uit over juridische systemen en wetgeving. Bijzondere aandacht gaat daarbij uit naar de rechten van vrouwen en andere kwetsbare groepen en naar de bescherming en tenuitvoerlegging van deze rechten.

3. De partijen komen overeen samen te werken om verdere hervormingen van de Afghaanse politie te bevorderen. Afghanistan zal stappen zetten om optimale werkwijzen in zijn civiele ordehandhaving in te voeren. De Unie zal verder steun verlenen aan de ontwikkeling van het rechtswezen en de Afghaanse nationale politie, met inbegrip van de financiering van de politie in het kader van het meerjarige indicatieve programma 2014-2020 en overeenkomstig de definities van de Commissie voor ontwikkelingsbijstand (DAC) van de OESO inzake subsidiabele activiteiten.

4. De partijen komen overeen samen te werken om de veiligheidssector in Afghanistan te moderniseren, door:

a) het rechtswezen en justitie te versterken, met inbegrip van het gevangeniswezen, met speciale aandacht voor een grotere onafhankelijkheid van het gerecht;

b) een grotere doeltreffendheid van civiele ordehandhaving in Afghanistan;

c) verbetering van het juridische en institutionele kader op dit vlak; alsmede

d) capaciteitsopbouw voor beleidsvorming en beleidsuitvoering in de sector justitie en veiligheid in Afghanistan.

ARTIKEL 25

Samenwerking bij de bestrijding van georganiseerde misdaad en corruptie

De partijen komen overeen samen te werken bij de bestrijding van georganiseerde, economische en financiële misdaad, met inbegrip van corruptie. Die samenwerking is meer in het bijzonder gericht op de toepassing en bevordering van de desbetreffende internationale normen en instrumenten, zoals het VN-Verdrag ter bestrijding van grensoverschrijdende georganiseerde misdaad en de aanvullende protocollen en het VN-Verdrag inzake bestrijding van corruptie. De partijen hebben bijzondere aandacht voor het verband tussen de georganiseerde misdaad en de handel in drugs, precursoren, gevaarlijke materialen en wapens, mensenhandel en migrantensmokkel. Zij wisselen informatie uit over alle aspecten die relevant zijn voor de bestrijding van criminele activiteiten.

ARTIKEL 26

Drugsbestrijding

1. De partijen werken samen met het oog op een evenwichtige, omvattende en geïntegreerde aanpak van drugsvraagstukken.

2. Beleid en actie in verband met drugskwesties worden gericht op de versterking van de structuren om drugs te bestrijden, de voorziening van, handel in en vraag naar drugs terug te brengen en de gevolgen voor de gezondheid en voor de maatschappij van drugsgebruik aan te pakken. De partijen werken samen om de ongeoorloofde productie van verdovende middelen en oneigenlijk gebruik van chemische precursoren te voorkomen.

3. Overeenkomstig deze gezamenlijke aanpak garanderen de partijen dat de bestrijding van drugs systematisch aan bod komt in alle relevante domeinen van de samenwerking, met inbegrip van rechtshandhaving, de bevordering van legale middelen van bestaan, de terugdringing van de vraag naar drugs en de reductie van risico's en schade.

4. De samenwerking tussen de partijen omvat technische en administratieve bijstand aan Afghanistan, met name op de in lid 3 bedoelde terreinen:

a) opstelling van wetgeving en ontwikkeling van beleid;

b) oprichting van nationale instellingen en informatiecentra;

c) steun voor actie van maatschappelijke organisaties tegen drugs en inspanningen van dergelijke organisaties om de vraag naar drugs en de schade die door drugs wordt berokkend, te verminderen, met inbegrip van de behandeling van drugsverslaafden en hun reïntegratie;

d) opleiding van personeel;

e) onderzoek in verband met drugs; alsmede

f) voorkoming van handel in drugs en van oneigenlijk gebruik van precursoren die worden gebruikt voor illegale productie van verboden verdovende middelen en psychotrope stoffen.

De partijen kunnen overeenkomen de samenwerking tot andere terreinen uit te breiden.

5. Binnen het kader van hun respectieve wetgeving werken de partijen samen om de grensoverschrijdende criminele netwerken te ontmantelen die betrokken zijn bij de productie van en de handel in drugs, onder meer door de uitwisseling van informatie en inlichtingen, opleiding en de uitwisseling van optimale werkwijzen, waaronder speciale onderzoekstechnieken. De partijen leveren een bijzondere inspanning om de infiltratie van de criminaliteit in de legale economie te bestrijden.

6. Deze aanpak moet worden aangevuld door samenwerking op regionaal niveau om de drugshandel te bestrijden, onder meer door diplomatieke contacten en op regionale fora waaraan de partijen deelnemen, zoals die bedoeld in artikel 48.

7. De partijen bereiken overeenstemming over de wijze van samenwerking om deze doelstellingen te verwezenlijken. De actie wordt gebaseerd op gezamenlijk overeengekomen beginselen overeenkomstig de relevante internationale verdragen, de politieke verklaring en de verklaring inzake richtsnoeren om de vraag naar drugs te verminderen, zoals aangenomen tijdens de twintigste speciale zitting inzake drugs van de Algemene Vergadering van de VN van juni 1998, de politieke verklaring en het actieplan over internationale samenwerking met het oog op een geïntegreerde en evenwichtige strategie om het drugsprobleem in de wereld aan te pakken, zoals aangenomen op de bijeenkomst op hoog niveau van de 52e zitting van de VN-Commissie voor verdovende middelen van maart 2009, en de verklaring van de derde ministeriële conferentie van de partners van het pact van Parijs over het bestrijden van de illegale handel in opiaten uit Afghanistan.

ARTIKEL 27

Bestrijding van witwaspraktijken en de financiering van terrorisme

1. De partijen komen overeen samen te werken om te voorkomen dat hun financiële systemen en aangewezen niet-financiële ondernemingen en beroepen worden gebruikt voor het witwassen van de inkomsten van criminele activiteiten en voor het financieren van terrorisme.

2. De partijen komen overeen technische en administratieve bijstand te bevorderen voor de ontwikkeling en uitvoering van voorschriften en de efficiënte werking van mechanismen ter bestrijding van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme. Door de samenwerking moet het met name mogelijk worden relevante informatie uit te wisselen in het kader van de respectieve wetgeving en passende en internationaal aanvaarde normen vast te stellen voor de bestrijding van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme, die vergelijkbaar zijn met die van de Unie en de internationale instanties op dit gebied, zoals de Financial Action Task Force (FATF).

ARTIKEL 28

Samenwerking inzake migratie

1. De partijen komen overeen samen te werken om irreguliere migratiestromen uit hun grondgebied naar het grondgebied van de andere partij te voorkomen.

2. De partijen bevestigen opnieuw het belang van een gezamenlijk beheer van de migratiestromen tussen Afghanistan en de Unie en verbinden zich tot een omvattende dialoog en samenwerking inzake migratiekwesties, overeenkomstig de totaalaanpak van migratie en mobiliteit van de Unie en de relevante internationale verdragen. Deze dialoog en samenwerking bestrijken kwesties als asiel, het verband tussen migratie en ontwikkeling, reguliere en irreguliere immigratie, terugkeer, overname, visa, grensbeheer, documentenveiligheid en de strijd tegen mensenhandel en migrantensmokkel.

3. De samenwerking op de in dit artikel genoemde gebieden kan ook maatregelen voor capaciteitsopbouw omvatten.

4. De partijen komen overeen om op verzoek van de andere partij een overeenkomst te sluiten met specifieke verplichtingen voor overname, met inbegrip van voorzieningen in verband met onderdanen van andere landen en van staatlozen.

ARTIKEL 29

Consulaire bescherming

Afghanistan stemt ermee in dat de consulaire en diplomatieke autoriteiten van alle vertegenwoordigde lidstaten van de Europese Unie bescherming bieden aan alle onderdanen van een lidstaat van de Europese Unie die niet over een permanente vertegenwoordiging in Afghanistan beschikt die effectief in staat is in een concreet geval consulaire bescherming te bieden, op dezelfde voorwaarden als aan de onderdanen van de betrokken lidstaat van de Europese Unie.

ARTIKEL 30

Bescherming van persoonsgegevens

1. De partijen komen overeen samen te werken om het niveau van bescherming van persoonsgegevens te verbeteren overeenkomstig de strengste internationale normen, zoals onder andere vervat in de "Guidelines for the Regulation of Computerised Personal Data Files" van de Verenigde Naties, aangenomen bij Resolutie 45/95 van de Algemene Vergadering van de VN van 14 december 1990.

2. De samenwerking inzake de bescherming van persoonsgegevens kan onder meer technische bijstand in de vorm van uitwisseling van informatie en deskundigheid inhouden.

TITEL VI

SECTORALE SAMENWERKING

ARTIKEL 31

Modernisering van de overheidsdiensten

De partijen komen overeen samen te werken met het oog op het opzetten van een professionele, onafhankelijke en doeltreffende overheidsdienst in Afghanistan op nationaal en subnationaal niveau. De samenwerking op dit gebied richt zich op opleiding en capaciteitsopbouw, met als doel:

a) verbetering van de organisatorische doelmatigheid;

b) verbetering van de effectiviteit van de dienstverlening door de instellingen;

c) transparant beheer van de overheidsfinanciën en verantwoording;

d) verbetering van het juridische en institutionele kader; alsmede

e) de verbetering van de opzet en uitvoering van het beleid.

ARTIKEL 32

Beheer van de overheidsfinanciën

Zoals bepaald in artikel 31 voeren de partijen hun samenwerking op inzake kwesties die verband houden met het beheer van de overheidsfinanciën in Afghanistan. De samenwerking is vooral gericht op:

a) het beheer van de begroting op nationaal en subnationaal niveau;

b) transparante financieringsstromen tussen begrotingsautoriteiten en tussen die autoriteiten en begunstigden en ontvangers;

c) toezicht, ook door het parlement en onafhankelijke auditorganen; alsmede

d) mechanismen om mogelijke onregelmatigheden bij het gebruik van overheidsgeld doeltreffend en spoedig aan te pakken.

De Unie verstrekt op die terreinen naar behoefte steun, met bijzondere aandacht voor capaciteitsontwikkeling en technische bijstand.

ARTIKEL 33

Goed bestuur op belastinggebied

Om de economische activiteit te versterken en te ontwikkelen, met inachtneming van de noodzaak een passend regelgevingskader te ontwikkelen, erkennen de partijen de beginselen van goed bestuur op belastinggebied en verbinden zich ertoe deze toe te passen. De partijen streven naar samenwerking tot dit doel, meer bepaald om de inning van belastinggelden in Afghanistan te faciliteren en Afghanistan bij te staan om maatregelen te treffen voor de doeltreffende toepassing van deze beginselen.

ARTIKEL 34

Financiële diensten

1. De partijen komen overeen nauwer samen te werken ter verbetering van de systemen op het vlak van boekhouding, toezicht en regelgeving voor het bank- en verzekeringswezen en andere onderdelen van de financiële sector.

2. De partijen werken samen om het juridische en regelgevingskader, de infrastructuur en de menselijke hulpbronnen in Afghanistan te ontwikkelen, en op de kapitaalmarkt in Afghanistan goed ondernemingsbestuur en internationale boekhoudnormen in te voeren.

ARTIKEL 35

Statistieken

1. De partijen komen overeen de statistische capaciteit verder op te bouwen en te ontwikkelen door de harmonisering van de statistische methoden en het gebruik van optimale werkwijzen volgens de ervaringen in de Unie te bevorderen, met inbegrip van het vergaren en verspreiden van statistische informatie. Op die manier kunnen statistieken, op wederzijds overeengekomen wijze, door de partijen worden gebruikt op enigerlei gebied dat door deze overeenkomst wordt bestreken en dat zich leent tot het verzamelen, verwerken, analyseren en verspreiden van statistische gegevens.

2. De samenwerking op het gebied van statistiek richt zich met name op de uitwisseling van kennis, de bevordering van optimale werkwijzen, en de eerbiediging van de grondbeginselen van de officiële statistiek van de Verenigde Naties en van de Europese praktijkcode voor statistieken, met het oog op een betere kwaliteit van de statistieken.

ARTIKEL 36

Risicobeheersing in verband met rampen

1. De partijen komen overeen hun samenwerking op te voeren inzake risicobeheersing bij rampen. De nadruk wordt gelegd op preventiemaatregelen en een proactieve aanpak van de gevaren en risico's om deze risico's en de kwetsbaarheid voor natuurrampen te verminderen.

2. De samenwerking op dit gebied kan worden toegespitst op:

a) verkleining van het risico op rampen, speciaal weerbaarheid, preventie en schadebeperking;

b) kennisbeheer, innovatie, onderzoek en voorlichting om op alle niveaus een veiligheidscultuur te kweken en weerbaarheid op te bouwen;

c) risico-evaluatie bij rampen, toezicht en respons; alsmede

d) steun voor de ontwikkeling van risicobeheersing in verband met rampen.

ARTIKEL 37

Natuurlijke hulpbronnen

1. De partijen komen overeen hun samenwerking en capaciteitsopbouw te verbeteren in verband met de winning, ontwikkeling, verwerking en het op de markt brengen van natuurlijke hulpbronnen.

2. Deze samenwerking richt zich op de duurzame ontwikkeling van natuurlijke hulpbronnen door een versterking van het regelgevende kader, de milieubescherming en de veiligheidsvoorschriften. Met het oog op meer samenwerking en een beter wederzijds begrip kan elke partij verzoeken om ad-hoc-vergaderingen over kwesties die met natuurlijke hulpbronnen verband houden.

3. Overeenkomstig titel IV werken de partijen samen om een transparant klimaat te creëren dat gunstig is voor buitenlandse directe investeringen, meer bepaald in de mijnsector.

4. De partijen komen overeen, rekening houdend met hun respectieve economische beleidsmaatregelen en doelstellingen, en met het oog op de bevordering van handel, de samenwerking te bevorderen om belemmeringen voor de handel in grondstoffen weg te nemen.

5. Op verzoek van een van beide partijen kan elke kwestie in verband met de handel in grondstoffen worden besproken en behandeld in de vergaderingen van het Gemengd Comité, als bedoeld in artikel 49.

ARTIKEL 38

Onderwijs, onderzoek, jeugd en beroepsonderwijs

1. De partijen komen overeen de samenwerking te bevorderen inzake onderwijs, onderzoek, jeugd en beroepsonderwijs. Zij komen overeen de kennis over opleidingsmogelijkheden in de Unie en Afghanistan te stimuleren.

2. Voorts begunstigen de partijen maatregelen met het oog op:

a) het creëren van banden tussen hun respectieve instellingen voor hoger onderwijs, gespecialiseerde agentschappen en jeugdorganisaties;

b) de bevordering van de uitwisseling van informatie en expertise, en de mobiliteit van studenten, jongeren en jeugdwerkers, onderzoekers, academici en andere deskundigen; alsmede

c) steun voor capaciteitsopbouw en de ontwikkeling van kwalitatief hoogstaand onderwijs en leren, gebruik makend van andere relevante ervaringen die op dit gebied zijn opgedaan.

3. De partijen komen overeen de uitvoering te bevorderen van programma's voor hoger onderwijs en jeugd, zoals het Erasmus+-programma van de Unie, en voor de mobiliteit en de opleiding van onderzoekers, zoals de Marie Skłodowska-Curie-acties, en hun onderwijsinstellingen aan te moedigen samen te werken in gemeenschappelijke programma's voor de bevordering van academische samenwerking en mobiliteit, en van samenwerking tussen jeugdorganisaties, onder meer door de mobiliteit van jongeren en jeugdwerkers te bevorderen in de context van niet-formeel onderwijs en leren.

4. Onderzoekssamenwerking wordt bevorderd, onder meer door Horizon 2020 - Het kaderprogramma van de Unie voor onderzoek en innovatie (2014-2020).

ARTIKEL 39

Energie

1. De partijen streven naar meer samenwerking in de energiesector met het oog op een verbetering van energieproductie, -voorziening en -gebruik in Afghanistan, onder meer door:

a) de bevordering van de energie uit hernieuwbare bronnen en efficiënt energiegebruik;

b) meer samenwerking inzake technologie; alsmede

c) beroepsonderwijs.

2. De partijen erkennen dat een transparant, niet-discriminatoir, niet-verstorend, op regels gebaseerd kader de beste manier is om een klimaat te creëren dat gunstig is voor buitenlandse directe investeringen in de energiesector.

ARTIKEL 40

Vervoer

De partijen komen overeen actief samen te werken op gebieden van wederzijds belang met betrekking tot alle vervoersmiddelen, meer bepaald de luchtvaart en intermodale verbindingen, met het oog op onder meer:

a) de facilitering van het verkeer van goederen en passagiers;

b) meer veiligheid, zekerheid en milieubescherming;

c) de opleiding van personeel; alsmede

d) meer investeringsmogelijkheden, ter bevordering van de economische ontwikkeling door betere transportverbindingen in de regio.

ARTIKEL 41

Werkgelegenheid en sociale ontwikkeling

1. In de context van artikel 12 komen de partijen overeen samen te werken op het gebied van de werkgelegenheid en sociale ontwikkeling, zoals de arbeidsmarktontwikkeling en de werkgelegenheid voor de jeugd, veiligheid en gezondheid op het werk, gelijkheid van mannen en vrouwen en fatsoenlijk werk.

2. De samenwerking kan onder meer de vorm aannemen van gezamenlijk overeen te komen specifieke programma's en projecten, alsmede dialoog, samenwerking en initiatieven op gebieden van wederzijds belang op bilateraal of multilateraal niveau, zoals de IAO.

ARTIKEL 42

Landbouw, plattelandsontwikkeling, veehouderij en irrigatie

De partijen komen overeen samen te werken aan de ontwikkeling van de capaciteit van Afghanistan op het gebied van de landbouw, veehouderij en rurale middelen van bestaan. Deze samenwerking omvat onder andere:

a) landbouwbeleid en -productiviteitsverhoging gericht op voedselzekerheid;

b) overeenkomstig titel IV, mogelijkheden om het landbouwindustrie en de handel in landbouwproducten te faciliteren, met inbegrip van de handel in planten, dieren, vee en producten daarvan, voor een verdere ontwikkeling van het bedrijfsleven met speciale aandacht voor de plattelandssector;

c) dierenwelzijn;

d) plattelandsontwikkeling;

e) uitwisseling van ervaringen en samenwerkingsnetwerken tussen lokale personen of bedrijven op specifieke gebieden zoals onderzoek en technologieoverdracht;

f) ontwikkeling van beleid inzake de gezondheid en de kwaliteit van planten, dieren en vee;

g) samenwerkingsvoorstellen en initiatieven die zijn ingediend bij internationale landbouworganisaties;

h) ontwikkeling van een duurzame en milieuvriendelijke landbouw, met inbegrip van gewasproductie, biobrandstoffen en de overdracht van biotechnologie;

i) bescherming van plantensoorten, zaadtechnologie, landbouwbiotechnologie;

j) ontwikkeling van databanken en informatienetwerken op het gebied van landbouw en veeteelt; alsmede

k) opleiding over de landbouw en in de veterinaire sector.

ARTIKEL 43

Milieu en klimaatverandering

1. De partijen werken samen om Afghanistan bij te staan met de invoering van een hoogstaande milieubescherming en de bevordering van de conservatie en het beheer van natuurlijke hulpbronnen en biodiversiteit, met inbegrip van bossen, in het belang van duurzame ontwikkeling, aanpassing aan en vermindering van klimaatverandering.

2. De partijen streven naar de bevordering van de ratificatie, tenuitvoerlegging en naleving van de multilaterale overeenkomsten op het gebied van milieu en de klimaatverandering.

3. De partijen streven ernaar hun samenwerking te versterken inzake aanpassing aan en vermindering van klimaatverandering, met speciale aandacht voor watervoorraden.

ARTIKEL 44

Volksgezondheid

De partijen komen overeen dat hun samenwerking zich met name richt op de hervorming van de gezondheidssector en de preventie en controle van belangrijke ziekten, inclusief de bevordering van de tenuitvoerlegging van internationale gezondheidsovereenkomsten. Dit omvat ook inspanningen om de toegang tot fundamentele gezondheidszorg in Afghanistan uit te breiden, de kwaliteit van de gezondheidszorg voor kwetsbare groepen, met name vrouwen en kinderen, te verbeteren, de toegang tot schoon water en sanitaire voorzieningen te verhogen en hygiëne te bevorderen.

ARTIKEL 45

Cultuur

1. De partijen komen overeen om samenwerking te stimuleren inzake culturele aangelegenheden teneinde het wederzijds begrip en de kennis van elkaars cultuur te vergroten. Daartoe wordt steun verleend aan relevante activiteiten van maatschappelijke organisaties, en worden deze bevorderd. Daarbij wordt de culturele verscheidenheid gerespecteerd.

2. De partijen streven ernaar om passende maatregelen te nemen om culturele uitwisselingen te stimuleren en gemeenschappelijke culturele initiatieven uit te voeren, met name ook samenwerking inzake het bewaren van cultureel erfgoed.

3. De partijen komen overeen elkaar te raadplegen en samen te werken binnen relevante internationale fora, zoals de Unesco, om gezamenlijke doelen na te streven, zoals het bevorderen van culturele verscheidenheid en het beschermen van het culturele erfgoed. In verband met culturele verscheidenheid pleiten de partijen ook voor de tenuitvoerlegging van het Unesco-verdrag betreffende de bescherming en de bevordering van de diversiteit van cultuuruitingen van 2005.

ARTIKEL 46

Informatiemaatschappij

De partijen erkennen dat informatie- en communicatietechnologieën (ICT) een centraal element van het moderne leven en essentieel voor de economische en sociale ontwikkeling zijn, en komen overeen inzichten uit te wisselen over hun beleid op dit gebied teneinde de economische ontwikkeling te bevorderen, met inbegrip van de interconnectiviteit voor onderwijs en onderzoek. De partijen onderzoeken, waar passend, hoe zij het best op dit gebied kunnen samenwerken, meer bepaald inzake de handel in ICT-producten, regelgevende aspecten van elektronische communicatie en andere kwesties die verband houden met de informatiemaatschappij.

ARTIKEL 47

Beleid inzake de audiovisuele sector en de media

De partijen stimuleren, ondersteunen en vergemakkelijken uitwisselingen, samenwerking en dialoog tussen hun relevante instellingen en actoren op het gebied van audiovisuele aangelegenheden en media. Zij komen overeen een regelmatige dialoog over deze onderwerpen tot stand te brengen.

TITEL VII

REGIONALE SAMENWERKING

ARTIKEL 48

Regionale samenwerking

1. De partijen erkennen dat initiatieven voor regionale samenwerking vereist zijn om de status van Afghanistan als landbrug tussen Centraal-Azië, Zuid-Azië en het Midden-Oosten te herstellen en economische groei en politieke stabiliteit in de regio te bevorderen. In dit verband komen zij overeen samen te werken om de regionale samenwerking te bevorderen met maatregelen ter ondersteuning van de inspanningen voor capaciteitsopbouw van de Afghaanse regering, meer bepaald van het ministerie van Buitenlandse Zaken. Met meer capaciteit kan de regering een grotere rol spelen in de diverse regionale organisaties, processen en fora. Deze samenwerking kan met name capaciteitsopbouw en vertrouwenwekkende maatregelen omvatten zoals de organisatie van opleidingen, workshops en seminars, uitwisseling van deskundigen, onderzoeken en andere activiteiten waarover de partijen overeenstemming bereiken.

2. De partijen bepleiten en bevestigen opnieuw hun steun voor het proces van Istanbul als een belangrijk initiatief voor politieke samenwerking tussen Afghanistan en zijn buurlanden, onder meer door middel van van vertrouwenwekkende maatregelen, zoals overeengekomen op de ministeriële conferentie "Heart of Asia", die op 14 juni 2012 in Kabul werd gehouden. De Unie ondersteunt de inspanningen van Afghanistan om de doeltreffende tenuitvoerlegging van de vertrouwenwekkende maatregelen en andere regionale verbintenissen te verzekeren.

3. De partijen komen voorts overeen de regionale samenwerking te bevorderen via hun diplomatieke contacten en op regionale fora waaraan zij deelnemen.

TITEL VIII

INSTITUTIONEEL KADER

ARTIKEL 49

Gemengd Comité

1. Er wordt een Gemengd Comité opgericht dat is samengesteld uit vertegenwoordigers van de partijen op het hoogst mogelijke niveau, en dat de volgende taken heeft:

a) zorgen voor de goede werking en uitvoering van deze overeenkomst;

b) prioriteiten vaststellen met betrekking tot de doelstellingen van deze overeenkomst;

c) toezicht houden op de ontwikkeling van de alomvattende betrekkingen tussen de partijen en aanbevelingen doen voor het bevorderen van de doelstellingen van deze overeenkomst;

d) waar nodig verzoeken om informatie aan comités en andere lichamen die bij andere overeenkomsten tussen de partijen zijn ingesteld, en door hen ingediende verslagen in overweging nemen;

e) standpunten uitwisselen en voorstellen doen over alle aangelegenheden van gemeenschappelijk belang, waaronder in de toekomst te nemen maatregelen en de daarvoor beschikbare middelen;

f) geschillen oplossen die zich voordoen met betrekking tot de toepassing of de interpretatie van deze overeenkomst; alsmede

g) alle informatie die door een van beide partijen wordt verstrekt, onderzoeken met betrekking tot de nakoming van verplichtingen en overleg plegen om oplossingen voor geschillen te vinden overeenkomstig artikel 54.

2. Het Gemengd Comité komt normaal gesproken afwisselend in Kabul en in Brussel bijeen op een datum die in onderling overleg wordt vastgesteld. De partijen kunnen tevens besluiten tot buitengewone bijeenkomsten van het Gemengd Comité. Het voorzitterschap van het Gemengd Comité wordt beurtelings door elk van de partijen bekleed. De agenda van de vergaderingen van het Gemengd Comité wordt door de partijen in overleg vastgesteld.

3. Het Gemengd Comité kan besluiten speciale comités of werkgroepenin te stellen om zich bij de uitvoering van zijn taken te laten bijstaan. Het Gemengd Comité bepaalt de samenstelling en de taakverdeling van dergelijke comités of werkgroepen alsook de manier waarop zij te werk gaan.

4. Het Gemengd Comité garandeert het correcte functioneren van de eventuele sectorale overeenkomsten of protocollen die de partijen in de context van deze overeenkomst sluiten.

5. Het Gemengd Comité stelt zijn eigen reglement van orde vast.

TITEL IX

SLOTBEPALINGEN

ARTIKEL 50

Middelen voor samenwerking

Voor zover mogelijk binnen hun respectieve regelgeving, procedures en middelen verstrekt de Unie Afghanistan technische en financiële bijstand om de samenwerking zoals bedoeld in deze overeenkomst ten uitvoer te leggen, en Afghanistan stelt de noodzakelijke middelen ter beschikking, met inbegrip van financiële middelen, om te garanderen dat de overeengekomen doelstellingen worden bereikt.

ARTIKEL 51

Samenwerking ter bestrijding van fraude

1. De partijen voeren de financiële steun uit volgens de beginselen van goed financieel beheer en werken samen om hun financiële belangen te beschermen. Zij treffen doeltreffende maatregelen om fraude, corruptie en andere illegale activiteiten die schade berokkenen aan hun financiële belangen, te voorkomen en te bestrijden.

2. In eventuele aanvullende overeenkomsten of financieringsinstrumenten die de partijen sluiten tijdens de looptijd van deze overeenkomst, worden specifieke bepalingen over financiële samenwerking opgenomen inzake controles ter plaatse, inspecties, controles en fraudebestrijdingsmaatregelen, onder andere uitgevoerd door de Europese Rekenkamer en het Europees Bureau voor fraudebestrijding (OLAF).

3. Voor een degelijke uitvoering van dit artikel wisselen de bevoegde autoriteiten van de partijen informatie uit, en wordt, op verzoek van een van beide partijen, overleg gepleegd overeenkomstig de relevante wetgeving.

4. De Afghaanse autoriteiten vergewissen zich er regelmatig van dat de met middelen van de Unie gefinancierde acties correct zijn uitgevoerd. Zij treffen de nodige maatregelen om fraude, corruptie en andere illegale activiteiten met betrekking tot deze middelen te voorkomen. Zij stellen de Europese Commissie van maatregelen in die zin in kennis.

5. De Afghaanse autoriteiten stellen de Europese Commissie onverwijld in kennis van elke informatie waarover zij beschikken in verband met vermoede of feitelijke gevallen van fraude, corruptie of enige andere illegale activiteit in verband met de besteding van middelen van de Unie. Bij vermoeden van fraude of corruptie wordt het Europees Bureau voor fraudebestrijding hiervan ook in kennis gesteld. De Afghaanse autoriteiten stellen de Europese Commissie tevens in kennis van alle maatregelen die worden genomen in verband met feiten die in het kader van dit lid worden medegedeeld.

6. De Afghaanse autoriteiten zorgen ervoor dat vermoede en feitelijke gevallen van fraude, corruptie en andere illegale activiteiten die schade berokkenen aan de financiën van de Unie worden onderzocht en vervolgd. In voorkomend geval kan het Europees Bureau voor fraudebestrijding de bevoegde Afghaanse autoriteiten in deze taak bijstaan.

7. Overeenkomstig de wetgeving van de Unie, en uitsluitend met het oog op de vrijwaring van de financiële belangen van de Unie, wordt het Europees Bureau voor fraudebestrijding gemachtigd om op verzoek in Afghanistan onderzoeken ter plaatse en inspecties uit te voeren. Deze worden in nauwe samenwerking met de bevoegde Afghaanse autoriteiten voorbereid en uitgevoerd. De Afghaanse autoriteiten verstrekken het Europees Bureau voor fraudebestrijding alle nodige bijstand om zijn taken naar behoren te vervullen.

8. Het Europees Bureau voor fraudebestrijding en de bevoegde Afghaanse autoriteiten kunnen verdere samenwerking overeenkomen op het gebied van fraudebestrijding, met inbegrip van operationele afspraken.

ARTIKEL 52

Toekomstige ontwikkeling van de overeenkomst

Elke partij kan voorstellen formuleren met het oog op de uitbreiding van het toepassingsgebied van de samenwerking krachtens deze overeenkomst, rekening houdend met de bij de uitvoering van de overeenkomst opgedane ervaring.

ARTIKEL 53

Andere overeenkomsten

1. Onverminderd de desbetreffende bepalingen van het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, doet deze overeenkomst noch in het kader daarvan ondernomen actie afbreuk aan de bevoegdheden van de lidstaten van de Europese Unie om bilaterale samenwerkingsbanden met Afghanistan aan te knopen of, indien wenselijk, bilaterale en samenwerkingsovereenkomsten met Afghanistan te sluiten. Deze overeenkomst doet geen afbreuk aan de toepassing of de uitvoering van verbintenissen die een van beide partijen zijn aangegaan in betrekkingen met derde partijen.

2. De partijen kunnen deze overeenkomst aanvullen door sluiting van specifieke overeenkomsten op elk samenwerkingsgebied dat binnen het toepassingsgebied van deze overeenkomst valt. Dergelijke specifieke overeenkomsten vormen een integrerend onderdeel van de algemene bilaterale betrekkingen zoals die worden geregeld bij deze overeenkomst en maken deel uit van een gemeenschappelijk institutioneel kader.

ARTIKEL 54

Voldoen aan verplichtingen

1. Elke partij kan een geschil dat verband houdt met de toepassing of de interpretatie van deze overeenkomst, aan het Gemengd Comité voorleggen.

2. Indien een partij van oordeel is dat de andere partij een van haar verplichtingen in het kader van deze overeenkomst niet is nagekomen, kan zij passende maatregelen treffen met betrekking tot deze overeenkomst of een specifieke overeenkomst als bedoeld in artikel 53, lid 2.

3. Behalve in bijzondere dringende gevallen verstrekt zij, alvorens zulks te doen, aan het Gemengd Comité alle ter zake doende informatie die nodig is voor een grondige bestudering van de situatie met het oog op het vinden van een voor beide partijen aanvaardbare oplossing.

4. Bij de keuze van de passende maatregelen moet voorrang worden gegeven aan maatregelen die het functioneren van deze overeenkomst of een specifieke overeenkomst als bedoeld in artikel 53, lid 2, het minst verstoren. De andere partij wordt onmiddellijk op de hoogte gebracht van die maatregelen en op verzoek van de andere partij wordt daaromtrent overleg gepleegd in het Gemengd Comité.

5. Voor de correcte interpretatie en de praktische tenuitvoerlegging van deze overeenkomst komen de partijen overeen dat "bijzonder dringende gevallen", als bedoeld in lid 3, gevallen zijn van wezenlijke inbreuk op deze overeenkomst door een van de partijen. Een wezenlijke inbreuk op deze overeenkomst houdt in:

a) beëindiging van deze overeenkomst die niet in overeenstemming is met de algemene regels van het internationaal recht; of

b) schending van een van de essentiële elementen van deze overeenkomst als bedoeld in artikel 2, lid 3, en artikel 9, lid 2.

ARTIKEL 55

Faciliteiten

Om de samenwerking in het kader van deze overeenkomst te faciliteren, komen de partijen overeen om ambtenaren en deskundigen die zijn betrokken bij de uitvoering van de samenwerking, te voorzien van de nodige faciliteiten om hun taken te vervullen, overeenkomstig de respectieve interne regelgeving van de partijen.

ARTIKEL 56

Veiligheidsbelangen en openbaarmaking van informatie

1. De bepalingen van deze overeenkomst gelden onverminderd de respectieve wet- en regelgeving van de partijen over de toegang van het publiek tot officiële documenten.

2. Niets in deze overeenkomst mag zodanig worden uitgelegd dat een partij verplicht wordt informatie te verstrekken waarvan zij de openbaarmaking in strijd acht met haar wezenlijke veiligheidsbelangen.

3. De partijen bevestigen opnieuw hun engagement om alle gerubriceerde informatie die zij in de loop van hun samenwerking ontvangen, te beschermen.

ARTIKEL 57

Definitie van de partijen

Voor de toepassing van deze overeenkomst wordt met de term "partijen" bedoeld de Unie of haar lidstaten, of de Unie en haar lidstaten, overeenkomstig hun respectieve bevoegdheden, enerzijds, en Afghanistan, anderzijds.

ARTIKEL 58

Territoriale toepassing

Deze overeenkomst is van toepassing op het grondgebied waarop het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie van toepassing zijn, onder de in die verdragen neergelegde voorwaarden, en op het grondgebied van Afghanistan.

ARTIKEL 59

Inwerkingtreding, voorlopige toepassing, looptijd en beëindiging

1. Deze overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgende op de datum waarop de partijen elkaar in kennis stellen van de voltooiing van de daartoe vereiste wettelijke procedures.

2. Niettegenstaande lid 1 komen de Unie en Afghanistan overeen deze overeenkomst ten dele voorlopig toe te passen, zoals door de Unie gespecificeerd, zoals bepaald in lid 3 en overeenkomstig hun geldende interne procedures en wetgeving.

3. De voorlopige toepassing is van kracht vanaf de eerste dag van de tweede maand volgende op de datum waarop het volgende wordt ontvangen:

a) de kennisgeving van de Unie dat de voor de voorlopige toepassing vereiste procedures zijn voltooid, waarin wordt vermeld welke delen van de overeenkomst op voorlopige basis worden toegepast; alsmede

b) de indiening door Afghanistan van zijn ratificatie-instrument, overeenkomstig de procedures en wetgeving van Afghanistan.

4. Deze overeenkomst wordt gesloten voor een aanvankelijke periode van tien jaar. De overeenkomst wordt automatisch verlengd voor opeenvolgende perioden van telkens vijf jaar, tenzij een van de partijen de andere partij zes maanden voor het verstrijken van de looptijd schriftelijk op de hoogte stelt van haar voornemen de overeenkomst niet te verlengen.

5. Alle wijzigingen van deze overeenkomst gebeuren bij akkoord tussen de partijen en zij treden pas in werking nadat de partijen elkaar in kennis hebben gesteld van de voltooiing van de daartoe vereiste juridische procedures.

6. Een partij kan deze overeenkomst beëindigen door de andere partij daarvan zes maanden vooraf in kennis te stellen. De beëindiging gaat in zes maanden na ontvangst van de kennisgeving door de andere partij.

7. De kennisgevingen overeenkomstig dit artikel worden toegezonden aan het secretariaat-generaal van de Raad van de Europese Unie respectievelijk het ministerie van Buitenlandse Zaken van Afghanistan.

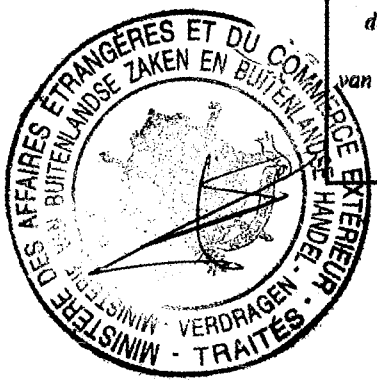
ARTIKEL 60

Authentieke teksten

Deze overeenkomst is opgesteld in tweevoud in de Bulgaarse, de Deense, de Duitse, de Engelse, de Estse, de Finse, de Franse, de Griekse, de Hongaarse, de Italiaanse, de Kroatische, de Letse, de Litouwse, de Maltese, de Nederlandse, de Poolse, de Portugese, de Roemeense, de Sloveense, de Slowaakse, de Spaanse, de Tsjechische, de Zweedse taal, alsook in het Pasjtoe en Dari-Perzisch, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek.

COPIE CERTIFIEE CONFORME A L'ORIGINAL
MET HET ORIGINEEL EENSLUIDEND VERKLAARD AFSCHRIFT

Bruxelles, 24/10/17
Brussel,

p.o. *Le Chef du Service des Traités*
du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique
Het Hoofd van de Dienst Verdragen
van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van België

MOASINAS SOFIA